

Banque nationale suisse
Balance suisse des paiements 2010

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 32 84; fax: +41 44 631 81 14
Adresse e-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, *Publications*.

Droit d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source. Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2011

Imprimé en

août 2011

Impression

Neidhart + Schön AG, CH-8037 Zurich

ISSN 1661-1497 (version imprimée)
ISSN 1661-1500 (version électronique)

Table des matières

Page

4	Résumé: évolution de la balance des paiements en 2010
6	Composantes de la balance des paiements: examen à long terme et commentaires 2010
6	Balance des transactions courantes
8	Marchandises
10	Services
17	Revenus du travail
18	Revenus de capitaux
22	Transferts courants
23	Mouvements de capitaux
24	Investissements directs
27	Investissements de portefeuille
28	Produits dérivés et structurés
29	Autres mouvements de capitaux
29	Crédits des banques commerciales
30	Crédits des entreprises
30	Crédits de la Banque nationale
31	Autres investissements
32	Réserves monétaires
33	Erreurs et omissions nettes
34	Evolution à long terme de la balance commerciale
39	Commentaires
42	Fondements juridiques
42	Fondements méthodologiques
44	Définition des groupes de branches
45	Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs
A1	Tableaux
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Marchandises
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Résumé: évolution de la balance des paiements en 2010

La reprise économique, tant en Suisse qu'à l'étranger, a marqué l'année 2010 de son empreinte. Le solde actif de la balance des transactions courantes a augmenté de 25 milliards pour atteindre 86 milliards de francs, ce qui représente 16% du produit intérieur brut (PIB). Les revenus au titre des investissements directs ont joué un rôle déterminant dans cette évolution. D'un côté, les filiales à l'étranger des entreprises suisses ont enregistré une augmentation de leurs bénéfices, d'où une progression des recettes résultant des investissements directs à l'étranger. De l'autre, les dépenses de la Suisse, c'est-à-dire les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse, se sont repliées. Au total, les revenus de capitaux se sont soldés par un excédent de recettes de 49 milliards de franc, soit 23 milliards de plus que l'année précédente. Les recettes découlant des exportations de marchandises et de services se sont accrues de respectivement 8% et 5%. En outre, les dépenses pour des importations de marchandises ont augmenté de 11%, mais celles qui portent sur des importations de services ont légèrement reculé (-2%). Au total, le solde actif des échanges de marchandises et de services avec l'étranger a atteint 64 milliards de francs (2009: 63 milliards).

Les mouvements de capitaux se sont soldés par une exportation de fonds à hauteur de 92 milliards de francs, contre 25 milliards l'année précédente. Les opérations de la Banque nationale ont joué un rôle prépondérant dans leur évolution. Ses réserves monétaires – mesurées aux transactions effectuées – se sont accrues de 138 milliards de francs (2009: +47 milliards), ce qui a entraîné des sorties de fonds pour un montant équivalent. D'un autre côté, la Banque nationale a réduit ses swaps et ses pensions de titres avec des instituts d'émission et des banques commerciales à l'étranger, d'où un afflux de fonds de 31 milliards de francs. L'importation nette de capitaux (31 milliards de francs) au titre des investissements de portefeuille est elle aussi à mettre en rapport avec la Banque nationale dans la mesure où une grande quantité de papiers monétaires émis par celle-ci (Bons de la BNS) a été acquise par des investisseurs étrangers. Dans le domaine des investissements directs, les mouvements de capitaux ont débouché sur une exportation de fonds à hauteur de 35 milliards de francs. Les investisseurs directs suisses ont réinvesti les bénéfices dégagés par leurs filiales à l'étranger. En outre, les investisseurs étrangers ont rapatrié des fonds investis dans leurs filiales en Suisse. Enfin, les banques commerciales ont importé des capitaux pour un montant net de 15 milliards de francs dans leurs opérations avec l'étranger (crédits et dépôts).

Balance des transactions courantes

Le commerce extérieur s'est redressé après avoir chuté l'année précédente. Dans les échanges de marchandises avec l'étranger (commerce spécial), les recettes découlant des exportations ont progressé de 7% malgré la sensible appréciation du franc. Les ventes à l'étranger de l'industrie métallurgique, qui avaient particulièrement fléchi en 2009, ont affiché la reprise la plus marquée (+21%). Les dépenses dues aux importations ont augmenté de 9%, soit plus fortement que les recettes tirées des exportations. La croissance la plus vigoureuse a découlé des achats à l'étranger de matières premières et produits semi-finis ainsi que d'agents énergétiques. Le solde actif des échanges de marchandises (commerce spécial) a reculé d'un milliard par rapport à 2009 et s'est établi à 19 milliards de francs.

Dans les échanges de services avec l'étranger, les recettes se sont accrues de 5%. Les recettes plus élevées provenant du commerce de transit ont joué un rôle décisif à cet égard. Elles ont en effet progressé de plus d'un tiers pour s'établir à 20 milliards de francs, grâce notamment à la hausse des prix des matières premières et au transfert d'activités de l'étranger vers la Suisse. L'augmentation des recettes tirées du tourisme et des droits pour l'utilisation de la propriété intellectuelle (par exemple licences et brevets) a été moins marquée. Dans le domaine des services financiers des banques, les recettes ont diminué pour la troisième année consécutive et se sont inscrites à 16 milliards de francs. Les dépenses découlant des voyages à l'étranger, des services financiers des banques et des droits pour l'utilisation de licences et de brevets ont reculé en comparaison annuelle. Seules les dépenses pour des services en matière de transports ont augmenté d'une année à l'autre. Le solde actif de la balance des services s'est accru de 5 milliards, passant à 51 milliards de francs.

Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger (recettes) ont progressé de 19 milliards pour s'établir à 72 milliards de francs, niveau qui n'avait plus été atteint depuis les années 2005/2006. La situation bénéficiaire des filiales à l'étranger s'est améliorée dans la plupart des branches. En revanche, les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses) se sont repliés, passant de 38 milliards à 35 milliards de francs. Ce recul s'explique principalement par la baisse des bénéfices réinvestis des sociétés financières et holdings en Suisse. Les revenus provenant des investissements de portefeuille ont augmenté tant du côté des recettes que de celui des dépenses, alors qu'ils avaient été extrêmement faibles en 2009. Du côté des revenus issus d'autres placements, les recettes comme les dépenses ont diminué, le repli ayant été plus marqué pour les secondes. Cette évolution est due surtout à la diminution des taux d'intérêt et des fonds investis, qui a entraîné une baisse des reve-

nus dans les opérations d'intérêts des banques. Dans les revenus de capitaux, l'excédent de recettes a augmenté au total de 23 milliards pour atteindre 49 milliards de francs. Il a ainsi joué un rôle déterminant dans le fort accroissement du solde actif de la balance des transactions courantes, qui a passé de 25 milliards à 86 milliards de francs.

Mouvements de capitaux

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 40 milliards de francs (30 milliards l'année précédente). Les entreprises suisses ont investi surtout pour renforcer leurs filiales à l'étranger. Ce sont les compagnies d'assurance, suivies par les sociétés financières et holdings, qui ont investi le plus à l'étranger. Les banques ont elles aussi placé des montants considérables à l'étranger. Les entreprises suisses ont investi principalement aux Etats-Unis ainsi qu'en Amérique centrale et du Sud; elles ont par contre rapatrié un volume important de fonds de l'UE. Les importations de capitaux au titre des investissements directs en Suisse ont porté sur 5 milliards de francs (bénéfices réinvestis et crédits accordés aux filiales). Des désinvestissements ont toutefois été opérés, en particulier par des entreprises de l'UE.

Dans les investissements de portefeuille, les investisseurs suisses ont, pour la première fois, vendu davantage de titres d'émetteurs étrangers qu'ils n'en ont acheté (investissements de portefeuille à l'étranger), d'où une importation nette de capitaux de 8 milliards de francs. Cette évolution résulte du fait que les ventes de papiers monétaires étrangers ont été supérieures aux achats d'actions et d'obligations. Les investisseurs étrangers ont pour leur part acquis des titres d'émet-

teurs suisses pour un montant net de 23 milliards de francs (investissements de portefeuille en Suisse). Ils ont surtout effectué des placements en papiers monétaires, notamment en Bons émis par la BNS.

Les banques ont continué à réduire leurs créances et engagements vis-à-vis de banques à l'étranger. Les opérations interbancaires se sont soldées par une importation de capitaux de 19 milliards de francs. Dans leurs opérations avec la clientèle à l'étranger, les banques ont exporté des fonds pour un montant net de 3 milliards de francs. Au total, elles ont octroyé des crédits à leur clientèle étrangère pour la première fois depuis 2008. La Banque nationale a continué à réduire ses swaps et pensions de titres avec des instituts d'émission et des banques commerciales à l'étranger. Il en a résulté une importation de capitaux à hauteur de 31 milliards de francs. La Banque nationale ayant procédé à des achats massifs de devises, les réserves monétaires, mesurées aux transactions effectuées, se sont accrues de 138 milliards de francs (exportations de capitaux).

Chaque section du rapport sur la balance des paiements comporte désormais un passage introductif concernant l'évolution à long terme. Un fond gris a été utilisé pour ces passages afin de bien les distinguer de la partie commentaire. Le passage introductif afférent aux principaux postes de la balance des paiements (Balance des transactions courantes, Mouvements de capitaux, Erreurs et omissions nettes) porte sur un horizon de vingt ans, et celui afférent aux sous-postes, sur un horizon de dix ans.

Le rapport sur la balance des paiements en 2010 traite aussi du thème spécial intitulé «Evolution à long terme de la balance commerciale».

Soldes de la balance des paiements

En milliards de francs

Tableau 1

	2006	2007	2008	2009	2010
Balance des transactions courantes	72.9	46.6	12.6	61.2	85.9
Marchandises	5.1	9.4	15.1	16.7	13.5
Services	39.3	45.5	50.2	45.8	50.9
Revenus du travail	-11.2	-12.5	-13.2	-13.7	-14.6
Revenus de capitaux	51.3	15.6	-25.4	25.5	48.9
Transferts courants	-11.7	-11.4	-14.1	-13.2	-12.8
Transferts en capital	-5.4	-5.0	-3.8	-3.8	-4.5
Mouvements de capitaux	-75.8	-57.4	-9.0	-24.8	-91.6
Investissements directs	-40.3	-22.3	-32.7	-0.4	-35.4
Investissements de portefeuille	-53.5	-23.3	-38.5	-32.1	30.9
Produits dérivés et structurés	-3.7	-12.8	7.4	2.5	1.3
Autres mouvements de capitaux	22.1	5.0	59.0	51.9	
dont					49.4
Crédits des banques commerciales	23.2	5.7	62.8	43.2	15.3
Crédits des entreprises	15.6	6.6	-12.3	-5.2	-4.7
Crédits de la Banque nationale	0.7	0.0	-35.1	17.9	30.6
Autres investissements	-17.5	-7.3	43.5	-4.0	8.2
Réserves monétaires	-0.4	-4.1	-4.1	-46.8	-137.8
Erreurs et omissions nettes	8.3	15.9	0.2	-32.6	10.3

Composantes de la balance des paiements: examen à long terme et commentaires 2010

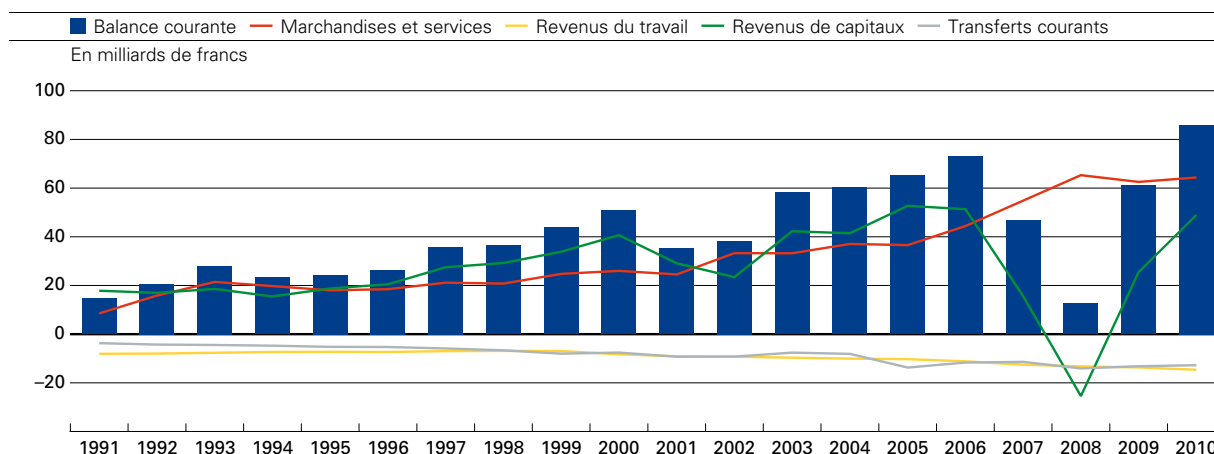
Balance des transactions courantes

L'évolution économique en Suisse et à l'étranger et la situation sur les marchés financiers influent de manière déterminante sur les principales composantes de la balance des transactions courantes, à savoir les échanges de marchandises et de services et les revenus de capitaux. Les revenus du travail et les transferts courants dépendent également en partie de la conjoncture, mais ils ne sont pas déterminants pour l'évolution de la balance des transactions courantes. Dans les années 1990, la croissance économique en Suisse était faible comparée à celle observée, par exemple, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni, mais elle s'est renforcée à la fin de la décennie. L'éclatement de la bulle Internet, au début des années 2000, a provoqué un effondrement de la conjoncture à l'échelle mondiale, qui a été suivi d'une forte reprise économique entre 2004 et 2007. La crise financière survenue à la fin des années 2000 a entraîné un recul de la croissance économique en Suisse et à l'étranger. En 2008, les turbulences sur les marchés financiers ont particulièrement affecté les recettes de la Suisse tirées des placements de capitaux à l'étranger.

Le solde de la balance des transactions courantes s'établissait à 15 milliards de francs au début des années 1990, soit à 4% du produit intérieur brut (PIB). Hormis un affaiblissement au début des années 2000,

il a augmenté de manière continue jusqu'en 2006, pour s'inscrire à 73 milliards de francs (15% du PIB). Il a baissé les deux années suivantes en raison de la crise financière et s'élevait à 13 milliards de francs seulement (2% du PIB) en 2008. Dès 2009, la balance des transactions courantes dégagait de nouveau un solde positif de 61 milliards, ce qui correspond à 11% du PIB. Les revenus nets de capitaux étaient déterminants pour l'évolution de ce solde: ils ont passé de 18 milliards de francs en 1991 à 53 milliards en 2005, malgré une forte diminution au début des années 2000. En 2007, ils ont subi un recul marqué en raison de la crise des marchés financiers et se sont fixés à 16 milliards de francs. En 2008, ils ont enregistré un solde passif (25 milliards de francs), pour la première fois depuis que la balance des transactions courantes est dressée (1947). Ils ont toutefois de nouveau dégagé un excédent de recettes (26 milliards de francs) dès 2009. Ces fortes fluctuations tenaient principalement aux revenus des investissements directs. Dans le commerce des marchandises et des services, le solde actif a progressé continuellement depuis 1991 pour s'établir à son niveau le plus élevé en 2008 (65 milliards de francs). Le solde actif des échanges de services a constamment augmenté, alors que le solde des échanges de marchandises a fortement varié. Les revenus du travail, déterminés par les salaires versés aux frontaliers étrangers, et les transferts courants affichaient des soldes passifs, qui ont passé respectivement de 8 milliards de francs à 14 milliards et de 4 milliards de francs à 13 milliards entre 1991 et 2009.

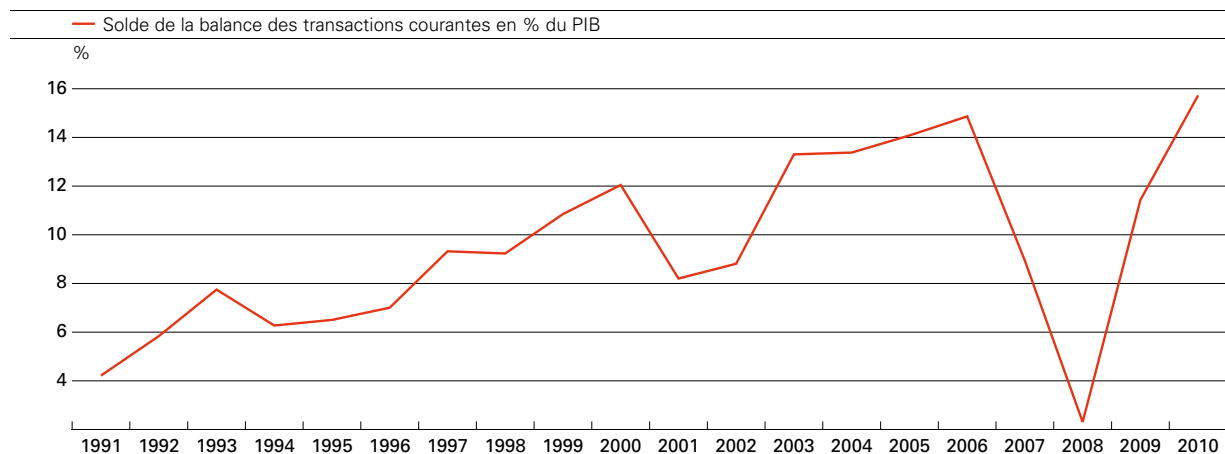
Graphique 1
Balance des transactions courantes, solde



En 2010, la balance des transactions courantes a dégagé un solde actif de 86 milliards de francs (2009: 61 milliards), ce qui représente 16% du PIB. Cette évolution découle d'une augmentation du solde actif des revenus de capitaux, qui a doublé en 2010 pour atteindre 49 milliards de francs. Les revenus des investissements directs à l'étranger (recettes) notamment se sont fortement accrus. L'excédent de recettes dans les échanges de marchandises a diminué de 3 milliards de francs pour

s'établir à 13 milliards. Il a par contre progressé de 5 milliards dans les échanges de services pour s'inscrire à 51 milliards, principalement grâce à une hausse des recettes issues du commerce de transit. Une fois encore, les revenus du travail ont enregistré un solde passif (15 milliards de francs, contre 14 milliards en 2009). Quant aux transferts courants, leur solde passif était aussi élevé que l'année précédente (13 milliards).

Graphique 2
Solde de la balance des transactions courantes, en % du produit intérieur brut



Marchandises

Commerce extérieur (commerce spécial)

Le commerce extérieur (commerce spécial) dépend notamment de l'évolution conjoncturelle en Suisse et à l'étranger et des cours de change. Après avoir baissé au début des années 2000, les exportations ont encore fortement augmenté jusqu'en 2007. La crise financière a entraîné un nouveau fléchissement en 2008, et les exportations affichaient même un fort recul en 2009. Leur composition s'est modifiée ces dix dernières années: la part des biens de consommation a ainsi passé de 40% à 50%, en particulier grâce à l'industrie chimique, qui constitue la principale branche exportatrice. Affichant la croissance la plus robuste depuis 2001, la chimie a été moins touchée que les autres branches¹ par les fléchissements du début des années 2000, car elle est moins liée à la conjoncture. La croissance a été nettement plus faible dans l'industrie des machines et de l'électronique, qui dépend fortement de l'évolution économique à l'étranger. La ventilation géographique des exportations n'a guère changé durant cette période, même si des économies émergentes et en transition comme la Chine ont gagné en importance. Ces dix dernières années, la part des exportations vers l'Allemagne a avoisiné les 20%, les Etats-Unis venant ensuite avec 10% environ. Les exportations vers la France et l'Italie représentent entre 8% et 9%.

Du côté des importations, les biens de consommation constituent également le principal groupe de marchandises. Leur part a oscillé entre 39% et 43% pendant la dernière décennie. Les matières premières et les produits semi-finis jouent, eux aussi, un rôle important. Ils servent souvent aux prestations en amont dans la production des marchandises d'exportation et réagissent plus tôt et plus fortement aux fluctuations conjoncturelles que les exportations. L'importation d'agents énergétiques a été sensiblement marquée par des variations de prix. Près d'un tiers des importations provenait d'Allemagne, et 10% à 12% de France et d'Italie. La Chine, qui fait partie des économies en transition, a augmenté sa part jusqu'en 2009 pour la porter à 3%.

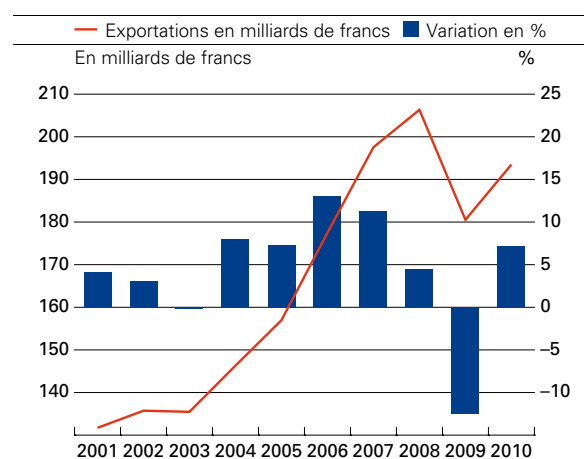
Ces dix dernières années, la balance commerciale a toujours affiché un excédent des exportations. Celui-ci a progressé de 2 milliards de francs pour s'établir à quelque 20 milliards.

Durant l'exercice sous revue, le commerce extérieur (commerce spécial) s'est redressé après le fléchissement de l'année précédente. Les recettes tirées des exportations ont augmenté de 7%, malgré l'appréciation du franc, tandis que les dépenses liées aux importations se sont accrues de 9%. Les exportations et les importations sont toutefois demeurées inférieures au pic atteint en 2008. La hausse des dépenses ayant dépassé celle des recettes, l'excédent issu du commerce des marchandises a reculé de 1 milliard de francs, pour s'inscrire à 19 milliards.

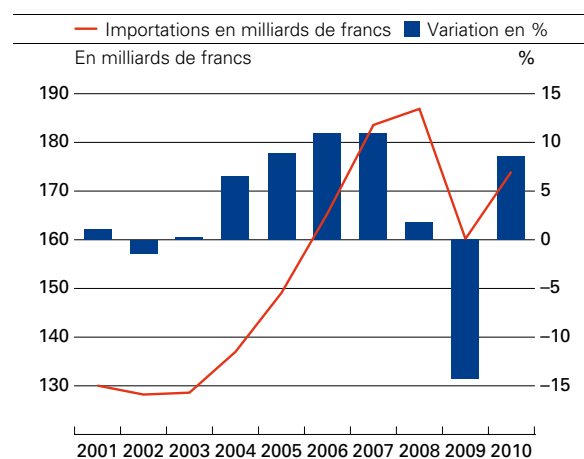
¹ Voir le chapitre «Evolution à long terme de la balance commerciale».

La plupart des secteurs d'exportation ont affiché des chiffres d'affaires à l'étranger supérieurs à ceux de l'année précédente. Dans l'industrie métallurgique, les exportations de marchandises ont augmenté de 21%, enregistrant ainsi la plus forte reprise. Les livraisons d'instruments de précision, de montres et de bijoux à l'étranger se sont sensiblement renforcées (+14%), principalement en raison d'une hausse des exportations de montres. L'industrie des machines, des appareils et de l'électronique a fourni 8% de marchandises en plus à l'étranger. L'industrie chimique, qui est la principale branche exportatrice de Suisse, a progressé de 6% par rapport à 2009, principalement grâce aux ventes accrues de produits immunologiques. Dans l'ensemble, les biens de consommation représentaient 51% des exportations, comme l'année précédente, alors que la part des biens d'équipement (26%) a légèrement baissé d'une année à l'autre.

Graphique 3
Commerce extérieur, en valeur, exportations



Graphique 4
Commerce extérieur, en valeur, importations



Source pour graphiques 3 et 4: AFD.

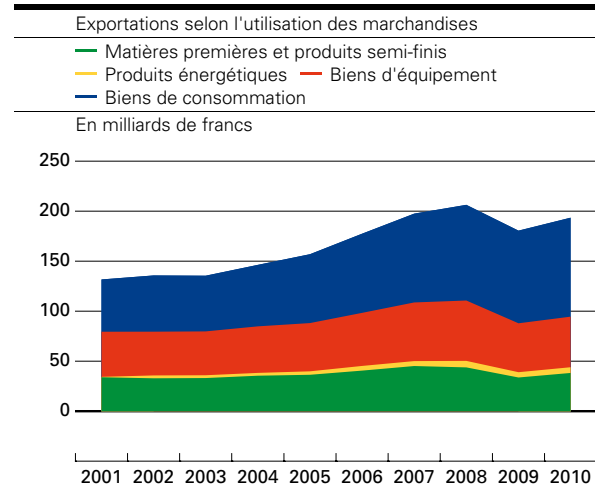
Les exportations à destination de l'Union européenne (UE) ont crû de 4% et celles vers l'Allemagne, de 7%. Les livraisons à l'Italie n'ont que faiblement augmenté (+1%), tandis que celles à la France ont légèrement fléchi (-1%). Les exportations vers les Etats-Unis ont progressé de 10%. Les livraisons aux économies émergentes et aux économies en transition se sont sensiblement accrues et représentent près d'un quart des exportations. Ainsi les ventes vers la Chine, pays qui entre dans cette dernière catégorie, ont grimpé d'un tiers. Les ventes aux pays en développement ont affiché une hausse de 2%.

Du côté des importations, les dépenses de la Suisse dépassaient celles de l'année précédente dans tous les groupes de marchandises. Les achats de matières premières et de produits semi-finis ont marqué la plus forte progression (+13%). Les livraisons de produits énergétiques ont enregistré une augmentation de 11%, laquelle est cependant imputable à une hausse des prix. Les dépenses liées aux biens de consommation ont été majorées de 8%, cette évolution résultant pour moitié de l'importation d'ornements en or. Les dépenses pour les biens d'équipement provenant de l'étranger ont également progressé (+4%).

Les importations en provenance de l'UE se sont accrues de 7%, et celles de l'Allemagne, de 6%. Celles en provenance des Etats-Unis ont marqué une expansion de 2%. Les achats de marchandises dans les économies en transition ont nettement augmenté (+28%), les livraisons en provenance de Chine s'étant intensifiées de 18%. Même les importations depuis les économies émergentes et les pays en développement ont affiché une hausse respective de 23% et de 15% par rapport à l'année précédente.

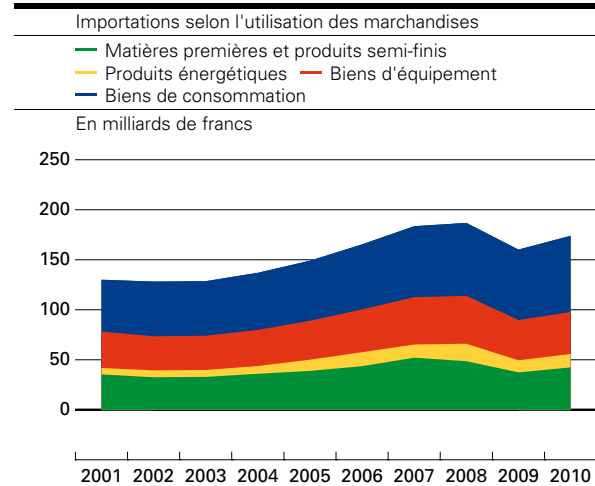
Graphique 5

Commerce extérieur, en valeur, exportations



Graphique 6

Commerce extérieur, en valeur, importations



Source pour graphiques 5 et 6: AFD.

Commerce extérieur (commerce spécial) en 2010: répartition géographique

Tableau 2

	Exportations, en milliards de francs	Importations, en milliards de francs	Exportations, variation en % par rapport à l'année précédente	Importations, variation en % par rapport à l'année précédente
UE	113.3	137.7	3.8	7.0
dont				
Allemagne	37.8	57.3	7.1	6.4
France	15.1	15.2	-0.5	-0.3
Italie	15.5	18.4	0.6	2.5
Etats-Unis	19.5	8.2	10.3	1.6
Economies en transition	11.4	9.0	24.3	27.5
dont				
Chine	7.1	6.1	31.1	18.1
Economies émergentes	21.1	6.7	25.9	23.2
Pays en développement	15.9	7.7	1.5	15.0
Autres	12.3	4.7	1.4	10.0
Total	193.5	174.0	7.2	8.6

Source: AFD.

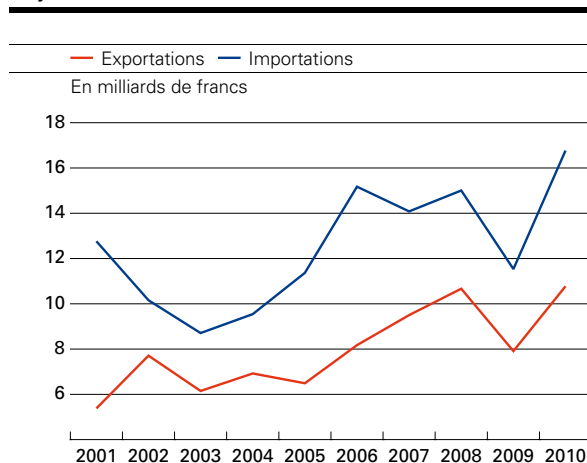
Autres marchandises

Le commerce de métaux précieux et de pierres gemmes joue un rôle déterminant dans l'évolution des *Autres marchandises*. Cette composante des échanges de marchandises peut subir de fortes fluctuations, tant pour ce qui est des quantités que des prix. Entre 2001 et 2009, les importations étaient supérieures aux exportations. L'importation d'or industriel, l'achat et la vente de bateaux pour le Rhin et de navires de haute mer, le trafic non contrôlé de marchandises (c'est-à-dire la contrebande) et les réparations de marchandises font également partie de cette catégorie.

Dans l'ensemble, les recettes découlant des exportations des *Autres marchandises* ont augmenté de 36% pendant l'exercice sous revue, principalement en raison d'une hausse des livraisons de platine, d'or non monétaire et de palladium à l'étranger. Les importations ont progressé de 45%. Cette hausse s'explique surtout par un effet statistique: le trafic non contrôlé de marchandises a été estimé en 2010 à l'aide d'une nouvelle méthode, qui indique désormais des dépenses plus élevées que dans les estimations précédentes. Dans l'ensemble, le solde passif s'est accru de 2 milliards de francs d'une année à l'autre, pour s'établir à 6 milliards.

Graphique 7

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art



Source: AFD.

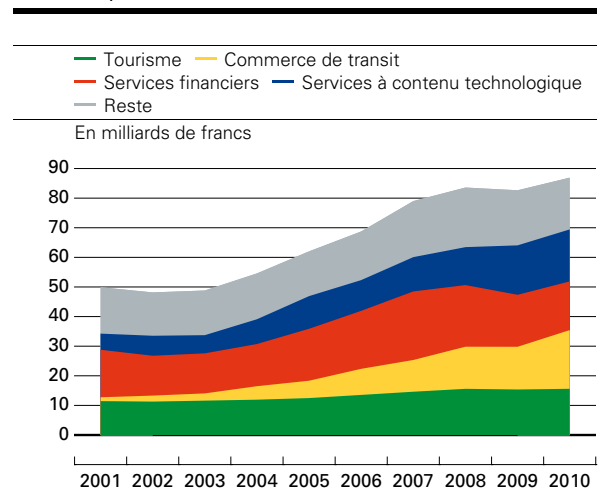
Services

Les recettes des principales catégories de services ont évolué de façon contrastée sur les dix dernières années. Celles issues des services financiers représentaient un tiers du total entre 2001 et 2007. Elles ont considérablement reculé en raison de la crise financière, et leur part dans les recettes totales a diminué. Les recettes découlant du commerce de transit (*merchanted*) ainsi que des licences et brevets (qui font partie des *Services à contenu technologique*) ont en revanche fortement progressé ces dernières années. Les recettes du tourisme ont peu influé sur l'évolution globale, leur part dans le total des recettes étant restée relativement stable.

Du côté des dépenses, la forte croissance des services à contenu technologique a déterminé l'évolution des dépenses totales. Cette catégorie est désormais la plus importante du côté des importations, devant le tourisme.

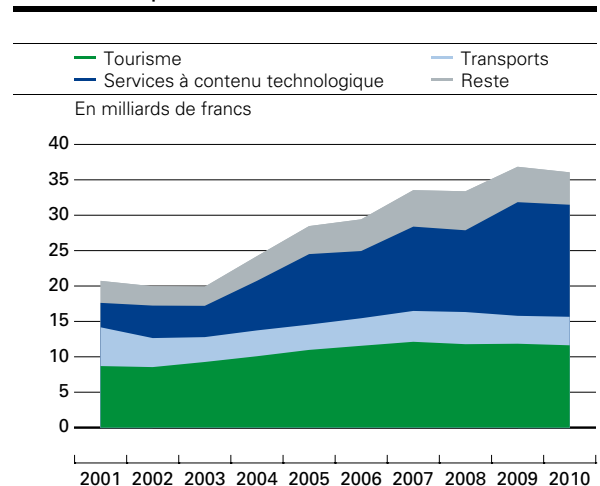
Graphique 8

Services, recettes



Graphique 9

Services, dépenses



Tourisme

Le tourisme comprend les séjours de vacances et d'affaires (y compris les cures et les séjours hospitaliers et d'études), le trafic journalier et de transit et les dépenses de consommation des frontaliers. Les séjours de vacances et d'affaires en constituent la principale composante. L'évolution du tourisme dépend de la conjoncture en Suisse et à l'étranger ainsi que des cours de change. Ces dernières années, la conquête de nouveaux marchés a également contribué au développement positif des recettes liées au tourisme.

Après une légère baisse en 2002, les recettes liées au tourisme ont fortement progressé entre 2003 et 2008, passant de 11 milliards de francs à 16 milliards. Elles ont reculé à 15 milliards de francs en 2009 du fait de la récession mondiale. La provenance des hôtes étrangers pour les séjours de vacances et d'affaires s'est quelque peu modifiée sur la période examinée: la part des touristes venant d'Allemagne, le principal pays d'origine, a passé de 33% à 29% et celle des hôtes des Etats-Unis a également baissé, passant de 10% à 7%. En revanche, la proportion de touristes venant d'Asie, en particulier d'Inde, de Chine et des pays arabes, a augmenté.

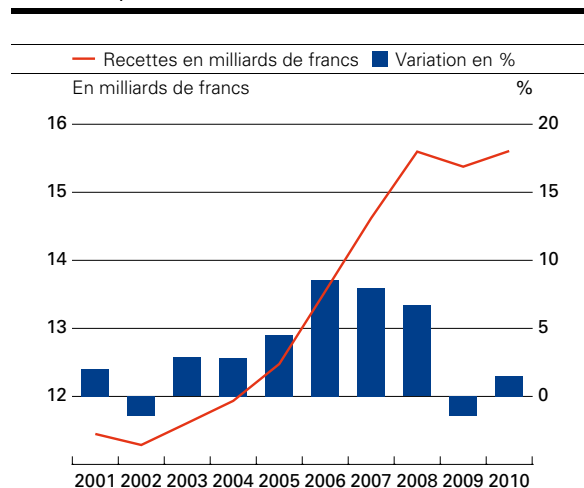
Les dépenses découlant du tourisme s'élevaient à 9 milliards de francs en 2001 et à 12 milliards en 2009. Contrairement aux recettes, les dépenses ont davantage fléchi au début des années 2000, mais la reprise qui a suivi a été d'autant plus dynamique. Les dépenses ont également diminué dès 2008, et ce recul s'est poursuivi en 2009.

Les recettes issues du tourisme se sont accrues de 2% en 2010, passant à 16 milliards de francs. Le nombre de nuitées d'hôtes étrangers en Suisse a augmenté de 1%: de plus en plus de touristes d'Asie, en particulier de Chine, d'Inde et des Etats du Golfe, sont venus en Suisse. En revanche, le nombre d'hôtes provenant de la zone euro, et notamment d'Allemagne, d'Italie et des Pays-Bas, a enregistré une baisse. Dans l'ensemble, les hôtes étrangers ont dépensé un peu plus (+1%) que l'année précédente durant leurs séjours de vacances et d'affaires en Suisse. Dans le trafic journalier et de transit, les dépenses en Suisse étaient presque similaires d'une année à l'autre (4 milliards de francs).

Les dépenses des résidents suisses pour leurs voyages à l'étranger ont totalisé 12 milliards de francs en 2010 (-2%). Les dépenses pour les séjours de vacances et d'affaires à l'étranger étaient inférieures de 4% à celles de l'année précédente. Dans le trafic journalier par contre, elles se sont accrues de 8%, notamment en raison de la faiblesse de l'euro.

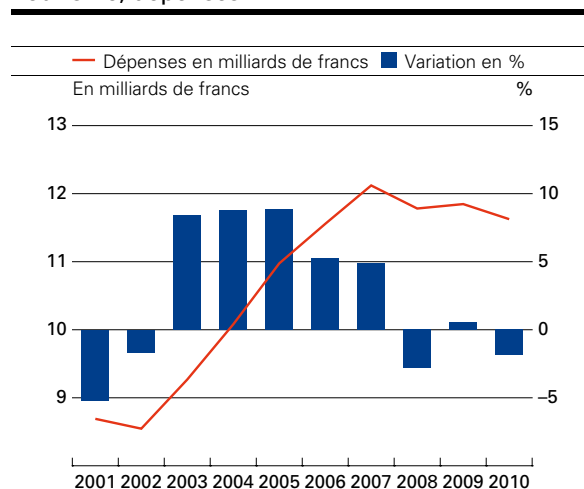
Graphique 10

Tourisme, recettes



Graphique 11

Tourisme, dépenses



Assurances

Les compagnies d'assurances servent des prestations (services) en échange du paiement de primes. Une part des recettes tirées de ces primes est donc comptabilisée dans les *Services*. Les autres recettes découlant des primes, de même que les prestations versées à la suite de sinistres et les provisions, sont prises en compte dans les *Transferts courants*. Les dépenses découlant des primes sont traitées de la même façon. La réassurance joue un rôle prépondérant dans les opérations transfrontières des compagnies d'assurances en Suisse; ce pays est d'ailleurs une place importante pour ce type d'opérations. Différents facteurs ont déterminé l'évolution des recettes découlant des primes et, partant, des recettes tirées des exportations de prestations d'assurances: la délocalisation des activités, les acquisitions et les fusions, les augmentations de primes en raison de risques accrus et la hausse de la demande de prestations d'assurances. Une partie des versements de primes à l'étranger est comptabilisée du côté des dépenses. Il s'agit principalement des primes versées aux réassureurs étrangers et des rétrocessions. C'est pourquoi les dépenses sont relativement faibles en termes absolus au regard des recettes.

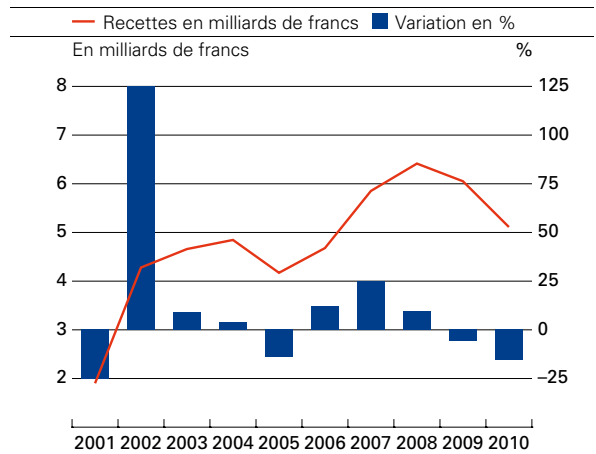
Les exportations de prestations d'assurances ont passé de 2 milliards de francs en 2001 à 6 milliards en 2009. Les réassureurs ont augmenté leurs primes à la suite des catastrophes majeures du début des années 2000 (attentats du 11 septembre), d'où une hausse des recettes tirées des exportations de prestations d'assurances. Dès le milieu des années 2000, les recettes découlant des primes ont progressé, principalement en raison d'acquisitions et de l'installation en Suisse de réassureurs étrangers. Sur la période examinée, les importations de prestations d'assurances ont crû de 1 milliard de francs.

Les recettes de primes provenant de l'étranger étaient nettement moins élevées en 2010 qu'en 2009. D'une part, des activités ont été délocalisées à l'étranger; d'autre part, l'appréciation du franc s'est répercutée négativement sur le résultat lors de la conversion des recettes de primes en monnaies étrangères. Les recettes tirées des exportations de prestations d'assurances ont reculé de 16% pour s'établir à 5 milliards de francs.

Les versements de primes à l'étranger ont fléchi moins fortement que les recettes. Les dépenses liées à l'importation de prestations d'assurances n'ont donc que légèrement diminué (-3%) par rapport à l'année précédente.

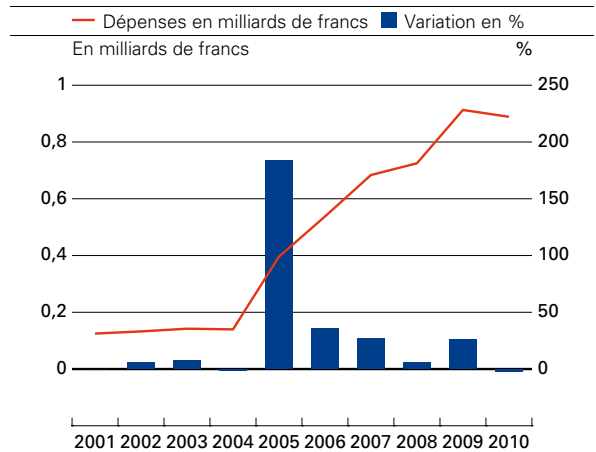
Graphique 12

Assurances, recettes



Graphique 13

Assurances, dépenses



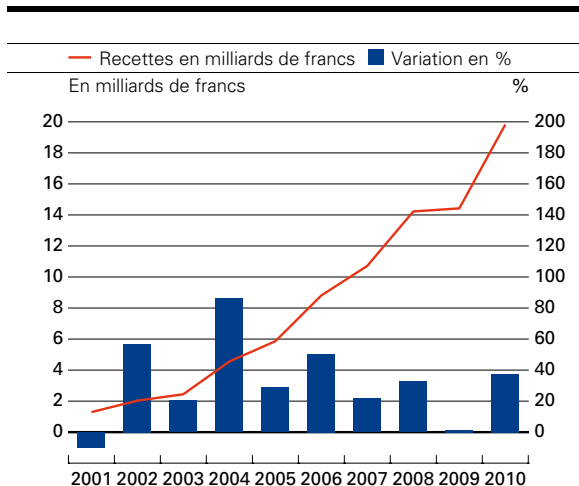
Commerce de transit

Par commerce de transit (*merchandising*), on entend tous les échanges internationaux de marchandises dans lesquels une entreprise ayant son siège en Suisse achète des marchandises sur le marché mondial et les revend à l'étranger sans qu'elles passent par la Suisse. Le commerce de transit peut porter sur les matières premières, les produits énergétiques, ou les produits semi-finis et finis. La part des produits énergétiques dans le total des marchandises échangées a passé de 50% en 2006 à plus de 70% en 2009 (cette subdivision n'existe que depuis 2006). Seuls les revenus nets du commerce de transit sont pris en compte dans la balance des transactions courantes. L'évolution des chiffres d'affaires dans le cadre du commerce de transit dépend principalement de la conjoncture mondiale et des prix des marchandises échangées. En outre, plusieurs entreprises opérant dans ce domaine ont transféré leur siège en Suisse ces dernières années. Pour cette raison, et du fait de la forte hausse des prix des marchandises échangées, les recettes issues du commerce de transit ont passé de 1 milliard de francs en 2001 à 14 milliards en 2009.

En 2010, les chiffres d'affaires bruts du commerce de transit s'établissaient à 671 milliards de francs et les dépenses brutes, à 651 milliards. Les revenus nets découlant de ce commerce ont progressé de plus d'un tiers d'une année à l'autre, pour s'inscrire à 20 milliards de francs. Cette hausse sensible est due au transfert d'activités en Suisse et à la hausse des prix des matières premières. Les produits énergétiques représentaient près des deux tiers des marchandises échangées. En moyenne annuelle, leurs prix étaient supérieurs d'environ un tiers à ceux de l'année précédente.

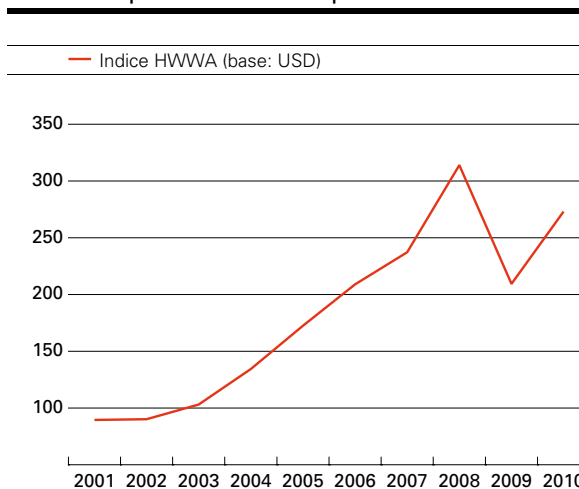
Graphique 14

Commerce de transit, recettes



Graphique 15

Indice des prix des matières premières



Source: Hamburgisches Weltwirtschaftsinstitut.

Transports

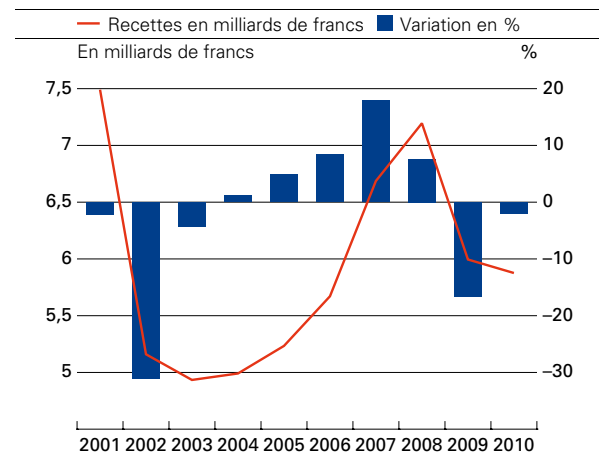
Les recettes et les dépenses de la Suisse dans le domaine des transports internationaux sont déterminées par le trafic aérien. Ce domaine comprend les transports de personnes et de marchandises, ainsi que les *Autres services en matière de transports* (entretien, maintenance et location de moyens de transport, indemnisation de l'enregistrement, taxes d'atterrissage, etc.). Les dépenses dues aux transports de marchandises ne sont pas comptabilisées sous ce poste, car elles sont prises en compte dans les importations de marchandises. L'évolution des recettes et des dépenses est étroitement liée aux échanges de marchandises et au tourisme. Elle a toutefois été marquée par les événements survenus dans le secteur aéronautique suisse entre 2001 et 2009: du fait de la disparition de Swissair, puis de la restructuration et de l'intégration de Swiss, la compagnie qui lui a succédé, dans Lufthansa, les recettes et les dépenses ont d'abord accusé un fort recul, avant de repartir à la hausse jusqu'en 2008, sans toutefois jamais atteindre les niveaux de 2001. En raison de l'évolution économique négative, tant les recettes que les dépenses ont sensiblement diminué en 2009.

Dans la période sous revue, les recettes tirées des transports de personnes, qui constituent la principale composante du trafic aérien, ont de nouveau augmenté (+9%). Les recettes générées par les transports de marchandises se sont elles aussi redressées (+8%) après leur recul de l'année précédente. En revanche, les recettes provenant des *Autres services en matière de transports* ont nettement baissé (-19%); ces services sont principalement liés au trafic aérien (maintenance, services d'enregistrement et taxes d'atterrissage). Dans l'ensemble, les recettes issues des transports étaient aussi élevées qu'en 2009 (6 milliards de francs).

Les dépenses pour les transports s'établissaient à 4 milliards de francs, ce qui correspond à une hausse de 2%. L'accroissement des dépenses pour les transports de personnes dans le trafic aérien (+7%) a été déterminant à cet égard. En ce qui concerne les *Autres services en matière de transports*, les dépenses ont reculé de 4% d'une année à l'autre.

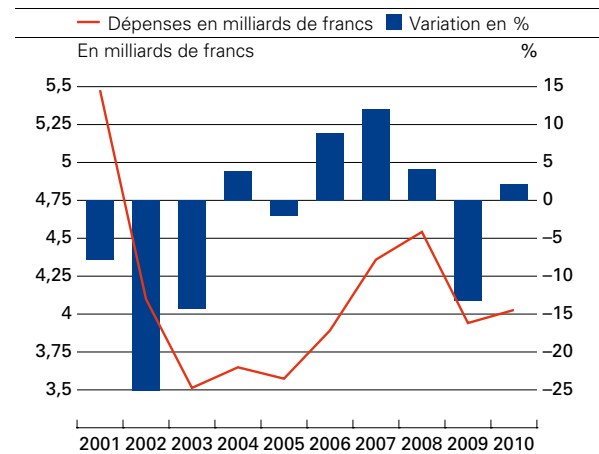
Graphique 16

Transports, recettes



Graphique 17

Transports, dépenses



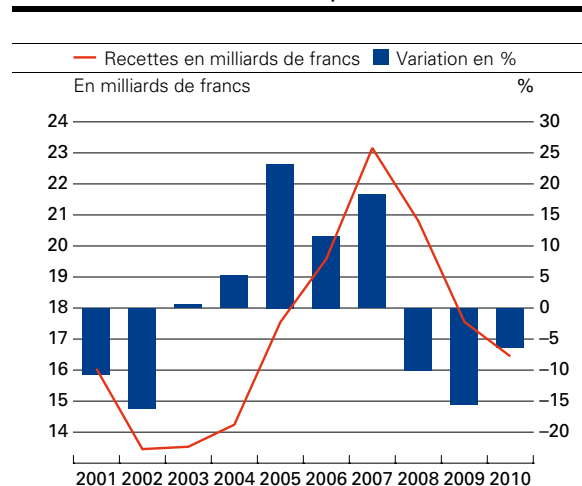
Services financiers des banques

Les services financiers des banques englobent les opérations de commissions et les services financiers qui sont fournis contre une rémunération indirecte, comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM). Les opérations de commissions jouent un rôle déterminant dans l'évolution des services financiers des banques. Il s'agit principalement des courtages sur les opérations boursières et des rémunérations que les banques tirent de la gestion de fortune et des émissions de titres. L'évolution de ces revenus est étroitement liée aux mouvements sur les marchés des actions. Les recettes issues des services financiers s'élevaient à 16 milliards de francs en 2001. Elles ont diminué pour s'inscrire à 13 milliards l'année suivante, après l'éclatement de la bulle Internet. Elles se sont ensuite nettement redressées jusqu'en 2007 (23 milliards de francs), principalement grâce à une augmentation des patrimoines gérés consécutive à l'afflux de nouveaux capitaux ainsi qu'à une hausse des cours des actions et des volumes de transactions. La crise financière a entraîné un important recul des recettes tirées des opérations financières, qui s'établissaient à 18 milliards de francs en 2009.

Les recettes issues des opérations de commissions ont de nouveau fléchi en 2010 (-5%), mais moins fortement qu'en 2009. Cette baisse s'explique par des taux de commission plus faibles. Les SIFIM ont également marqué un repli (-9%), principalement en raison des taux d'intérêt plus bas qu'en 2009. Dans l'ensemble, les recettes issues des services financiers des banques ont diminué de 6%, pour s'inscrire à 16 milliards de francs.

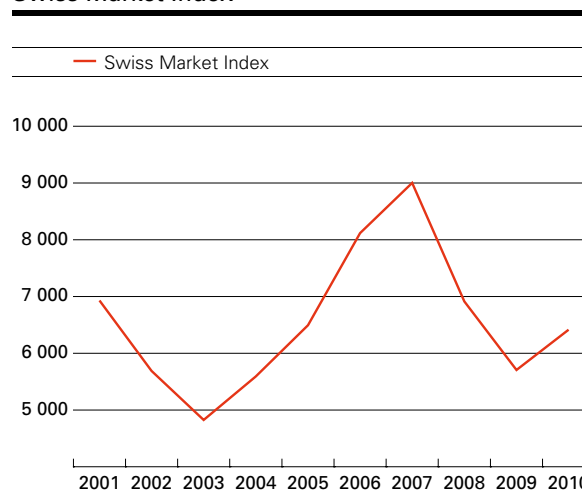
Graphique 18

Services financiers des banques, recettes



Graphique 19

Swiss Market Index



Source: SIX Swiss Exchange.

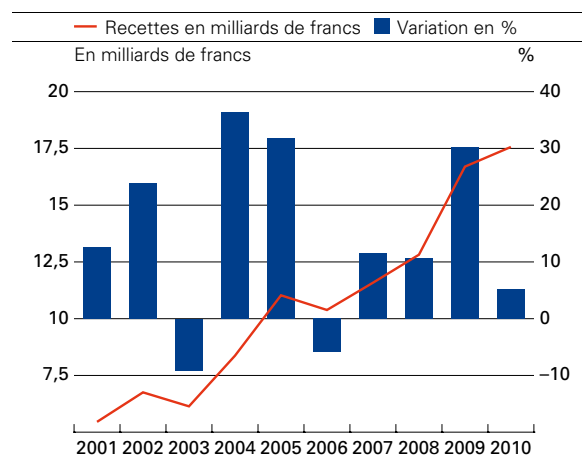
Services à contenu technologique

Dans les échanges avec l'étranger de services à contenu technologique, les droits pour l'utilisation de licences et de brevets sont déterminants. Il s'agit pour l'essentiel de paiements au sein de groupes. Les recettes et les dépenses au titre de ces services ont beaucoup progressé entre 2001 et 2009, notamment en raison de l'installation en Suisse de multinationales. Depuis 2004, les dépenses ont tendance à croître davantage que les recettes, ce qui réduit le solde actif; l'année 2007 présentait même un solde passif. L'évolution des dépenses dépend probablement en partie du transfert à l'étranger d'activités de recherche et développement.

En 2010, les recettes au titre des licences et brevets ont augmenté par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 18 milliards de francs (+5%). Elles ont été marquées par les paiements des holdings. Ces sociétés, de même que les entreprises de l'industrie chimique, ont aussi influé sur les dépenses, lesquelles ont baissé de 1% pour s'inscrire à 16 milliards de francs.

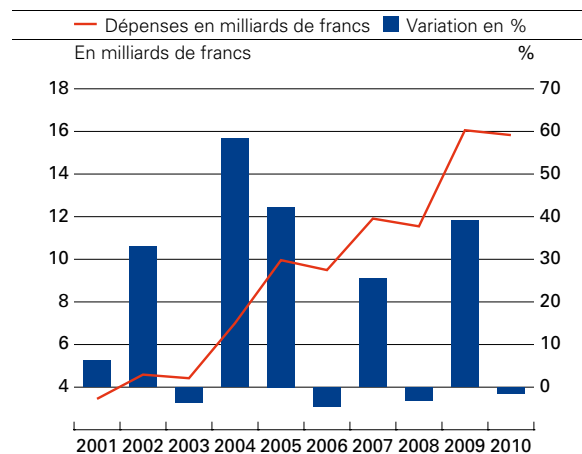
Graphique 20

Services à contenu technologique, recettes



Graphique 21

Services à contenu technologique, dépenses



Revenus du travail

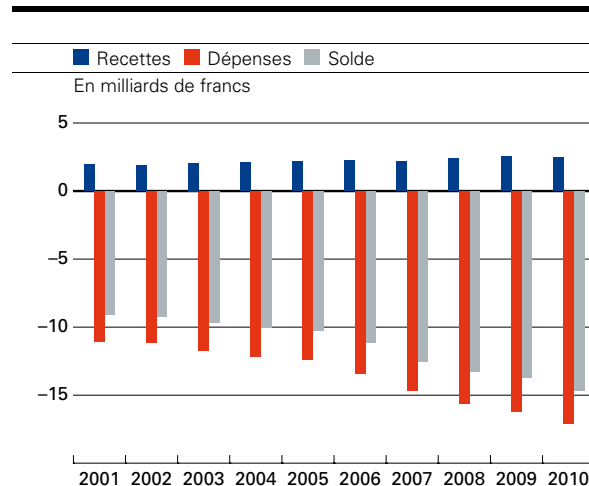
Dans les revenus du travail provenant de l'étranger, les recettes sont principalement issues des salaires versés aux personnes ayant leur domicile en Suisse et y travaillant pour des organisations internationales. Ces dernières sont considérées comme des entités extraterritoriales et, par conséquent, comme non-résidentes. Dans les dépenses au titre des revenus du travail, les salaires versés aux frontaliers étrangers jouent un rôle déterminant. Entre 2001 et 2009, les recettes au titre des revenus du travail provenant de l'étranger avoisinaient les 2 milliards de francs. Le nombre de frontaliers étrangers ayant passé de 154 000 à 220 000 durant cette période, les salaires versés à l'étranger (dépenses) ont crû en proportion (16 milliards de francs en 2009, contre 11 milliards en 2001). Cette progression s'explique par la situation conjoncturelle de la Suisse et par la libre circulation des personnes dans le cadre des Accords bilatéraux conclus avec l'UE.

En raison de l'évolution positive de la conjoncture, le nombre de frontaliers s'est de nouveau accru en 2010; les salaires versés à l'étranger ont donc progressé de 6% pour s'établir à 17 milliards de francs.

Les revenus du travail provenant de l'étranger ont fléchi de 1% et totalisaient 2 milliards de francs. Les revenus du travail ont dégagé un solde passif de 15 milliards de francs, en hausse de 1 milliard.

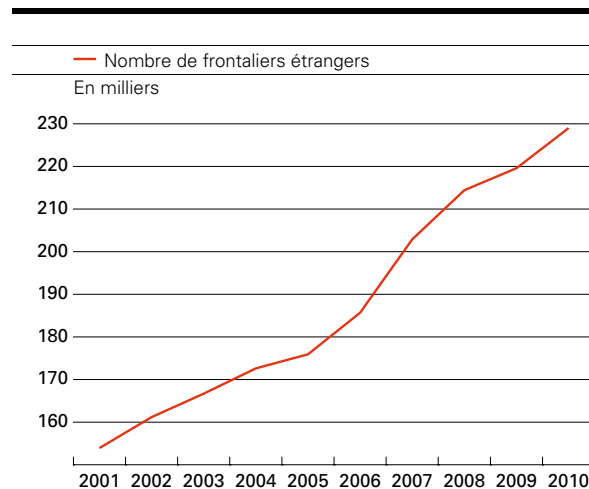
Graphique 22

Revenus du travail



Graphique 23

Frontaliers



Source: OFS.

Revenus de capitaux

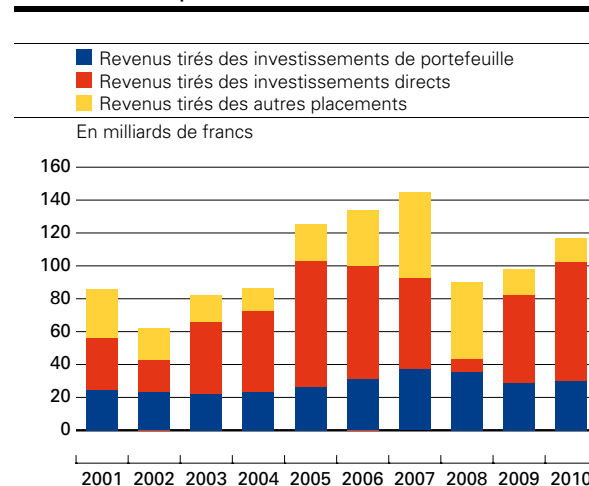
L'évolution des recettes tirées des placements de capitaux suisses à l'étranger et des dépenses liées aux placements de capitaux étrangers en Suisse dépend, pour l'essentiel, du volume des fonds investis, du niveau des taux d'intérêt et des résultats des entreprises. Les revenus provenant des investissements directs sont, en général, déterminants. Dans l'ensemble, les recettes tirées des placements de capitaux à l'étranger ont passé de 86 milliards de francs en 2001 à 145 milliards en 2007. Les deux années suivantes, elles sont presque retombées à leur niveau de 2001.

Les dépenses liées aux placements étrangers en Suisse ont passé de 57 milliards de francs en 2001 à près de 130 milliards en 2007. Contrairement aux recettes, elles n'ont que légèrement fléchi en 2008, mais ont enregistré une forte chute en 2009.

En 2010, les recettes tirées des placements de capitaux à l'étranger ont de nouveau vigoureusement augmenté (+19 milliards) pour s'établir à 117 milliards de francs, principalement en raison d'un accroissement important des revenus issus des investissements directs à l'étranger. Les dépenses liées aux placements de capitaux en Suisse ont diminué de 5 milliards de francs pour s'inscrire à 68 milliards, en raison surtout des revenus plus faibles que les sociétés financières et holdings ont tirés des investissements directs en Suisse.

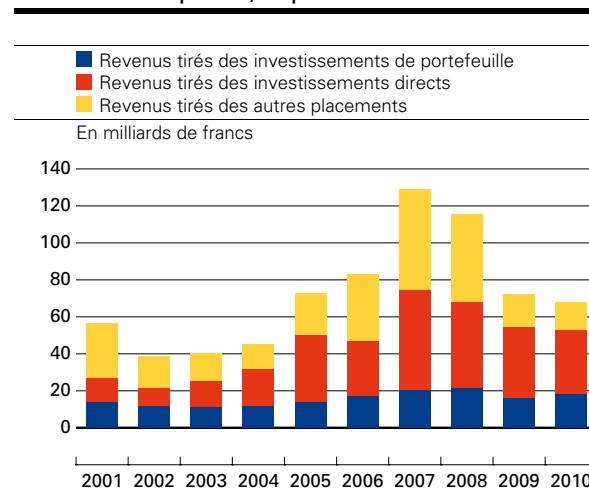
Graphique 24

Revenus de capitaux, recettes



Graphique 25

Revenus de capitaux, dépenses



Revenus tirés des investissements de portefeuille

La structure des investissements en portefeuilles de titres n'est pas la même pour les investisseurs suisses et pour les étrangers: les investisseurs suisses détiennent principalement des titres de créance à l'étranger, alors que les investisseurs étrangers placent une part importante de leurs fonds en Suisse dans des actions. Cette différence se reflète également dans la composition des recettes et des dépenses liées aux portefeuilles de titres. Le produit des intérêts forme la majeure partie des recettes provenant de placements à l'étranger, tandis que les paiements de dividendes sur des actions suisses sont déterminants pour les dépenses liées aux placements en Suisse.

Le volume des placements suisses en titres d'émetteurs étrangers est nettement plus élevé que celui des placements étrangers en titres d'émetteurs suisses. Par conséquent, les recettes tirées des placements à l'étranger dépassent, en général, les dépenses liées aux placements en Suisse. Contrairement aux dépenses, les recettes sont aussi influencées par l'évolution des cours de change.

Au début des années 2000, les recettes ont diminué en raison d'une baisse sur les marchés financiers. Ceux-ci se sont redressés les années suivantes, entraînant une hausse massive des recettes, qui ont atteint 37 milliards de francs en 2007. La part des dividendes dans les recettes totales a alors passé d'environ un tiers à plus de 40%. La crise financière a conduit à un important recul des recettes en 2008 et en 2009. Celles-ci s'inscrivaient à 29 milliards de francs en 2009; la part des dividendes représentait alors 37%.

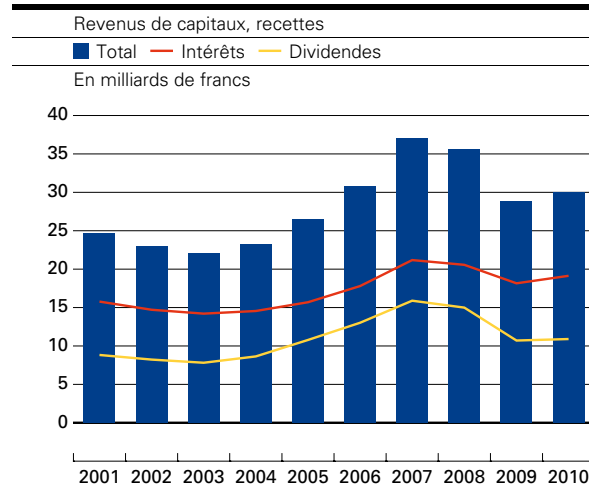
Les dépenses se sont également repliées entre 2001 et 2003. Elles sont ensuite sensiblement reparties à la hausse jusqu'en 2008, pour s'établir à 21 milliards de francs. Les effets de la crise financière ne se sont clairement répercutés sur les dépenses qu'en 2009: ces dernières s'élevaient alors à 16 milliards de francs. Sur l'ensemble de la période, la part des dividendes dans les dépenses totales a passé d'environ 80% à 90%.

Les recettes des placements en titres d'émetteurs étrangers ont de nouveau légèrement progressé en 2010 (+1 milliard) en raison de revenus plus élevés issus des titres de créance et ont atteint 30 milliards de francs.

Les dépenses liées aux placements en titres d'émetteurs suisses se sont aussi accrues (+2 milliards), principalement en raison d'une hausse des dividendes versés, pour s'établir à 18 milliards de francs. Les revenus nets, de 12 milliards de francs, étaient inférieurs de 1 milliard à ceux de l'année précédente.

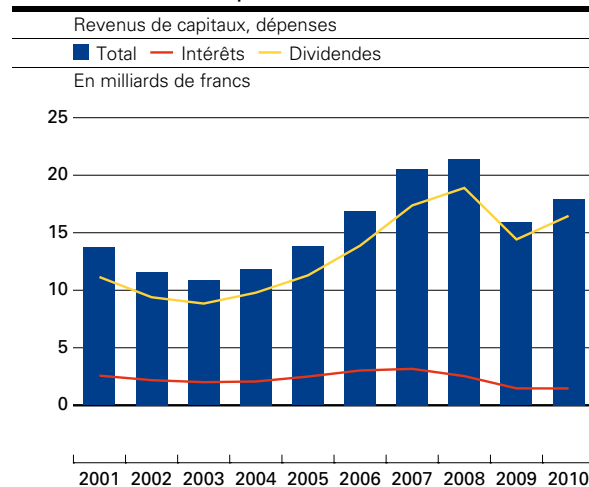
Graphique 26

Investissements de portefeuille à l'étranger



Graphique 27

Investissements de portefeuille en Suisse



Revenus tirés des investissements directs

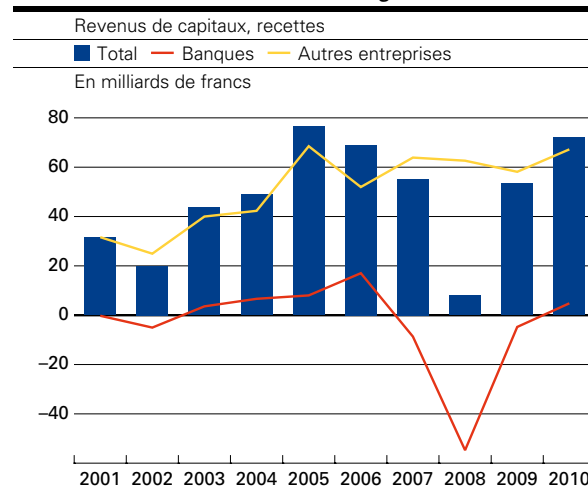
Les revenus au titre des investissements directs constituent le facteur le plus important dans l'évolution du solde de la balance des transactions courantes. Les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger étant nettement supérieurs aux stocks d'investissements directs étrangers en Suisse, il en découle généralement un solde actif. Les pertes des filiales à l'étranger des banques ont entraîné des recettes exceptionnellement basses au titre des investissements directs à l'étranger en 2002 et, surtout, en 2008. Les recettes totales sont ainsi tombées à 8 milliards de francs en 2008. En 2005, elles avaient atteint le niveau record de 77 milliards grâce aux revenus élevés des sociétés financières et holdings. Les revenus des autres branches, qui ont évolué de manière plus stable, ont eu un effet compensateur. Même si les banques affichaient encore de faibles pertes en 2009, les recettes ont atteint dans l'ensemble 53 milliards de francs, soit presque le même niveau qu'en 2007. Les sociétés financières et holdings ont été déterminantes pour les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses). Comme les dépenses (46 milliards de francs) demeuraient encore relativement élevées par rapport aux recettes de 2008, un solde passif (38 milliards de francs) a été enregistré pour la première fois depuis l'établissement de la balance des transactions courantes. Un solde actif de 15 milliards a néanmoins pu être dégagé de nouveau dès l'année suivante.

En 2010, les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger (recettes) ont progressé de 19 milliards de francs, pour s'inscrire à 72 milliards, du fait que les bénéficiaires des filiales à l'étranger dépassaient ceux de 2009 dans la plupart des branches. Les filiales à l'étranger des banques ont également affiché des revenus positifs, après avoir enregistré des pertes massives durant les trois années précédentes.

En revanche, les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse (dépenses) ont diminué, passant de 38 milliards en 2009 à 35 milliards de francs en 2010. Cette baisse s'explique principalement par les revenus plus faibles que les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont obtenus en Suisse et, dans une moindre mesure, par la diminution des revenus des entreprises chimiques. Dans l'ensemble, les revenus au titre des investissements directs ont dégagé un solde actif de 37 milliards de francs, en hausse de 22 milliards.

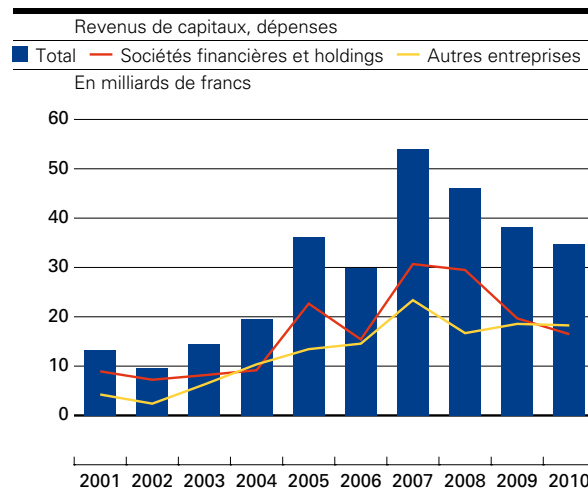
Graphique 28

Investissements directs à l'étranger



Graphique 29

Investissements directs en Suisse



Revenus tirés des autres placements

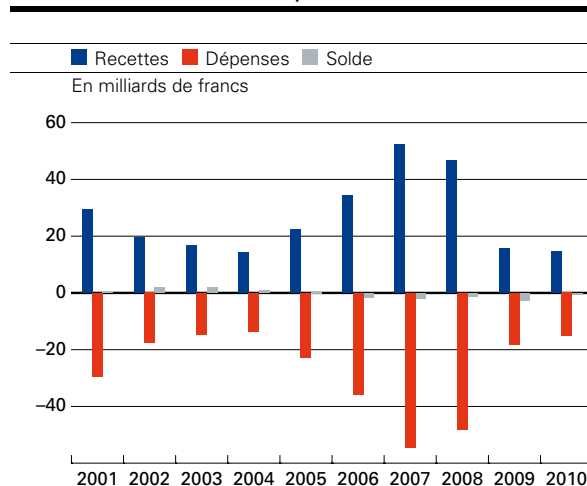
Entre 2001 et 2009, les opérations d'intérêts des banques ont joué un rôle déterminant dans l'évolution des revenus tirés des autres placements. Les créances sur l'étranger et les engagements envers l'étranger au titre des crédits des banques présentaient de fortes variations, relativement synchrones, d'où des fluctuations importantes des recettes et des dépenses. Les autres revenus de capitaux englobent également les revenus de placements fiduciaires, les revenus des opérations de crédit des entreprises, les revenus de la BNS sur les réserves de devises, les revenus de capitaux des assurances sur les provisions techniques et les modifications des prétentions des frontaliers étrangers sur les réserves des caisses de pensions. Le solde des revenus tirés des autres placements oscillait entre 1 milliard et 4 milliards de francs.

En 2010, les recettes découlant des revenus tirés des autres placements se sont établies à 15 milliards de francs (-1 milliard). La diminution des taux d'intérêt et des fonds investis a pesé sur l'évolution des opérations d'intérêts des banques: les recettes découlant de ces opérations a reculé de 3 milliards de francs pour s'inscrire à 5 milliards. En revanche, les revenus des placements de la BNS ont progressé (+2 milliards), pour atteindre 5 milliards de francs. Les revenus des opérations de crédit des entreprises étaient similaires à ceux de l'année précédente (4 milliards).

Du côté des dépenses, les revenus des opérations d'intérêts des banques ont continué de déterminer l'évolution; ils ont diminué de 3 milliards pour s'établir à 6 milliards de francs. Les modifications des prétentions des frontaliers étrangers sur les réserves des caisses de pensions, également comprises dans les revenus tirés des autres placements, s'inscrivaient à 3 milliards de francs, comme en 2009. Les recettes et les dépenses liées aux revenus tirés des autres placements étaient presque équilibrées, alors qu'un solde passif de 3 milliards de francs avait été dégagé l'année précédente.

Graphique 30

Revenus tirés des autres placements



Transferts courants

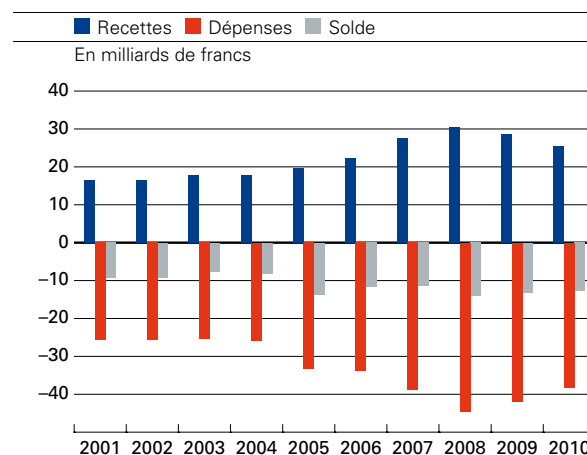
L'évolution des transferts courants dépend fortement des compagnies d'assurances (transferts du secteur privé), tant du côté des recettes que de celui des dépenses. Les primes encaissées (sans la part dévolue aux prestations) sont comptabilisées en tant que recettes, tandis que les paiements pour sinistres sont pris en compte dans les dépenses. Les virements des immigrés dans leur pays d'origine constituent un autre poste de dépenses important dans les transferts du secteur privé. Les transferts du secteur public englobent les recettes des assurances sociales suisses à l'étranger (cotisations) et les rentes versées à l'étranger. Les recettes et les dépenses du secteur public en font également partie: il s'agit principalement des impôts et taxes du côté des recettes et des virements aux organisations internationales en ce qui concerne les dépenses. En général, les transferts courants affichent un solde passif, qui oscillait entre 8 milliards et 14 milliards de francs de 2001 à 2009.

Durant l'exercice sous revue, les transferts courants provenant de l'étranger (recettes) ont diminué de 3 milliards de francs pour s'établir à 25 milliards, principalement en raison d'une diminution des primes encaissées par les assurances privées. Pour ce qui est des transferts du secteur public, la hausse des cotisations aux assurances sociales (paiements AVS des frontaliers étrangers) a accru les recettes provenant de l'étranger.

Les transferts courants de la Suisse vers l'étranger ont reculé (-4 milliards) pour s'inscrire à 38 milliards de francs, principalement en raison d'un repli des paiements pour sinistres effectués par les assurances privées. Concernant les transferts du secteur public, les rentes versées par les assurances sociales ont joué un rôle déterminant dans l'accroissement des dépenses, même si les paiements plus élevés aux organisations internationales y ont aussi contribué. Dans l'ensemble, les transferts courants ont, comme l'année précédente, dégagé un solde passif de 13 milliards de francs.

Graphique 31

Transferts courants



Mouvements de capitaux

Ces vingt dernières années, les mouvements de capitaux ont débouché sur une exportation de fonds (investissements nets à l'étranger), qui est le pendant du solde traditionnellement actif de la balance suisse des transactions courantes. Ce solde résulte de l'excédent d'épargne de l'économie suisse. Comme l'excédent de recettes de la balance des transactions courantes, le solde des mouvements de capitaux tend à augmenter, mais cette tendance a été interrompue notamment par la crise financière de 2008.

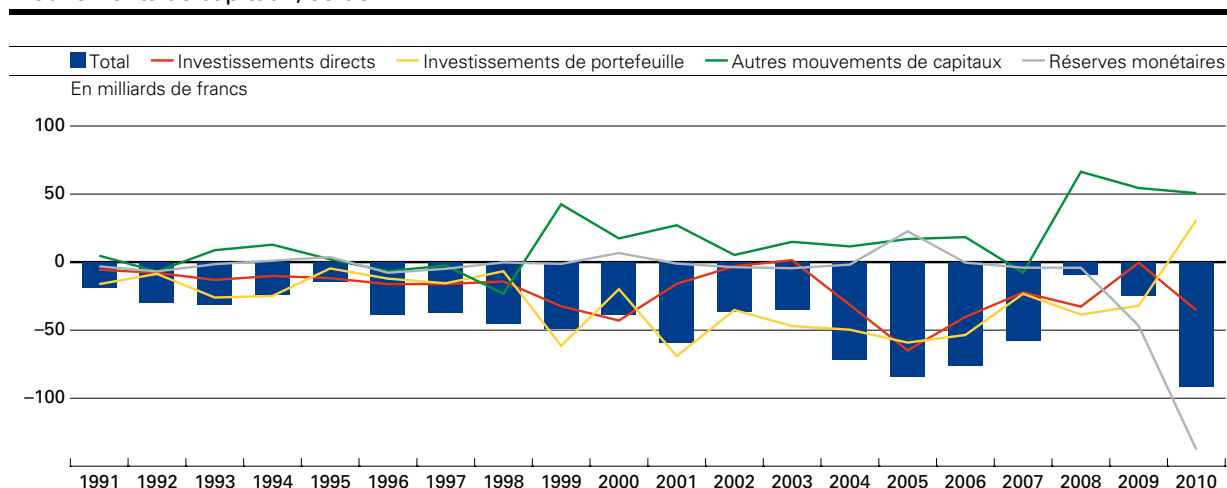
Le solde des mouvements de capitaux découle généralement d'exportations de fonds en vue d'investissements directs et d'investissements de portefeuille. Ces deux catégories d'investissements ont atteint des montants particulièrement élevés dans les années 2005 et 2006, alors que les marchés financiers étaient en plein essor et que la croissance économique était vigoureuse, en Suisse comme à l'étranger. Les autres mouvements de capitaux fluctuent fortement, aussi bien sur le plan du volume que sur celui de la direction des flux. Les opérations transfrontières de crédits et de dépôts des banques commerciales jouent en règle générale un rôle déterminant dans leur évolution. Mais les crédits des entreprises, les opérations fiduciaires ou les crédits de la Banque nationale peuvent parfois prendre une importance considérable. En 2008 et en 2009, les autres mouvements de capitaux se sont soldés par des importations de fonds particulièrement élevées à la suite des opérations de crédits et de dépôts des banques et de la réduction des créances à titre fiduciaire sur l'étranger. Au cours des vingt dernières années, les réserves monétaires n'ont généralement pas eu une grande influence sur les mouvements

de capitaux. Elles n'ont contribué de manière décisive aux exportations nettes de capitaux qu'en 2009 et en 2010, la Banque nationale ayant effectué des achats massifs de devises ces deux années-là.

En 2010, les mouvements de capitaux ont atteint des montants nettement plus élevés qu'en 2009, mais sont restés inférieurs à ce qui avait été enregistré dans les années 2005 à 2007. Ils ont débouché sur une exportation de fonds de 92 milliards de francs, contre 25 milliards l'année précédente. Dans le domaine des investissements directs, les exportations de fonds ont augmenté du fait surtout des bénéficiaires réinvestis dans des filiales à l'étranger, et les importations de fonds ont porté sur un montant relativement faible à la suite de désinvestissements et de la diminution des bénéficiaires réinvestis en Suisse. Du côté des investissements de portefeuille, les flux se sont soldés par une importation de capitaux pour la première fois depuis 1986. Les opérations portant sur des titres de créance ont joué un rôle déterminant dans cette évolution. En effet, les investisseurs suisses ont vendu davantage de titres d'émetteurs étrangers qu'ils n'en ont acheté, tandis que les investisseurs étrangers ont acquis des titres d'émetteurs suisses, en particulier des Bons de la BNS, pour un montant élevé. Les banques ont quant à elles continué à réduire leurs créances et leurs engagements vis-à-vis de l'étranger; au total, elles ont importé des capitaux. Les crédits de la Banque nationale se sont eux aussi soldés par une importation de capitaux du fait de la diminution des swaps et pensions de titres avec des instituts d'émission et des banques à l'étranger. Enfin, les réserves monétaires de la Banque nationale, mesurées aux transactions effectuées, se sont fortement accrues, d'où une substantielle exportation de capitaux dans ce domaine.

Graphique 32

Mouvements de capitaux, solde



Investissements directs

Investissements directs à l'étranger

Par leurs investissements directs à l'étranger, les entreprises suisses visent principalement à s'implanter sur des marchés. L'accès à des ressources (travail, capital, terrain) est également une incitation décisive. En outre, la situation bénéficiaire des entreprises suisses joue un rôle important. Les investissements directs peuvent être effectués sous forme de capital social (fondation, acquisition, augmentation du capital d'une filiale déjà existante), de bénéfices réinvestis dans une filiale ou de crédits.

Dans les années 2001 à 2004, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger sont restées modestes à la suite de l'affaiblissement de la conjoncture et de tensions géopolitiques. Au cours des deux années suivantes, elles se sont vigoureusement accrues et ont atteint, en 2006, leur niveau record, soit 95 milliards de francs, grâce principalement à d'importantes acquisitions effectuées par des entreprises de l'industrie. Elles ont nettement fléchi, dans les années 2007 à 2009, du fait de la crise financière. Ce repli est dû surtout aux pertes subies par les banques et les compagnies d'assurances. Certaines années, les investissements opérés par les sociétés financières et holdings ont contribué de manière décisive à l'évolution des flux de capitaux dans ce domaine. Les pays de l'UE, suivis de ceux de l'Amérique du Nord, ont été les principales destinations des investissements directs suisses; ces deux régions ont bénéficié des deux tiers, voire des trois quarts des flux de capitaux au titre des investissements directs. L'Asie a toutefois gagné en importance à partir du milieu de la dernière décennie.

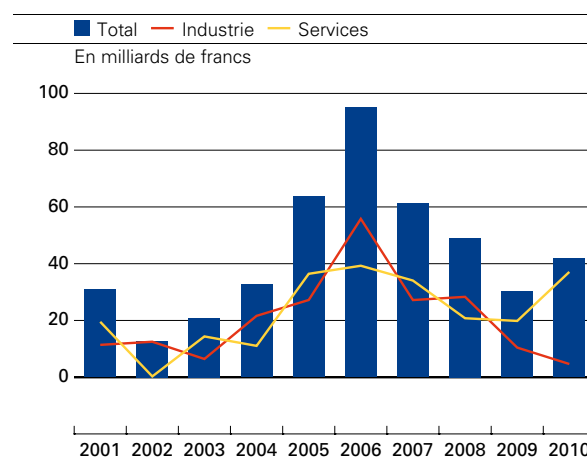
En 2010, les sorties de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger se sont élevées à 40 milliards de francs (30 milliards l'année précédente). Comme en 2009, la majeure partie a découlé de bénéfices réinvestis dans des filiales à l'étranger. D'une année à l'autre, les bénéfices réinvestis ont augmenté, passant de 28 milliards à 32 milliards de francs. En outre, les entreprises suisses ont accordé des crédits à leurs filiales à l'étranger (crédits au sein de groupes) pour un montant net de 6 milliards de francs. En 2009, elles avaient au total réduit de 7 milliards de francs leurs crédits à leurs filiales à l'étranger, d'où un rapatriement de fonds. Par contre, les entreprises suisses ont effectué peu d'acquisitions à l'étranger en 2010. Les exportations de capitaux pour des acquisitions et des augmentations de capital (capital social) ont porté sur 2 milliards de francs seulement, contre 10 milliards en 2009.

Une fois encore, les diverses branches ont apporté des contributions très variables. Les compagnies d'assurances ont investi à l'étranger 13 milliards de francs, contre 6 milliards l'année précédente; ce montant a découlé majoritairement de bénéfices réinvestis. Les sociétés financières et holdings ont placé 11 milliards de francs à l'étranger. En 2009, elles avaient au total rapatrié des fonds investis dans leurs filiales à l'étranger pour un montant de 6 milliards de francs. Les investis-

sements des banques à l'étranger se sont élevés à 5 milliards de francs, soit un milliard de plus qu'en 2009. Par contre, les exportations de capitaux des entreprises du commerce ont diminué de moitié environ, passant de 12 milliards en 2009 à 5 milliards de francs l'année suivante. Celles des entreprises du groupe *Autres services* ont enregistré la même évolution (2 milliards de francs, contre 4 milliards l'année précédente). Les entreprises de l'industrie ont elles aussi placé à l'étranger un montant nettement inférieur à celui de 2009, soit 3 milliards de francs. Elles ont certes réinvesti des bénéfices dans leurs filiales à l'étranger à hauteur de 16 milliards de francs, mais procédé d'un autre côté à des désinvestissements, pour un montant de 13 milliards, en vendant des participations et en réduisant leurs crédits au sein de groupes.

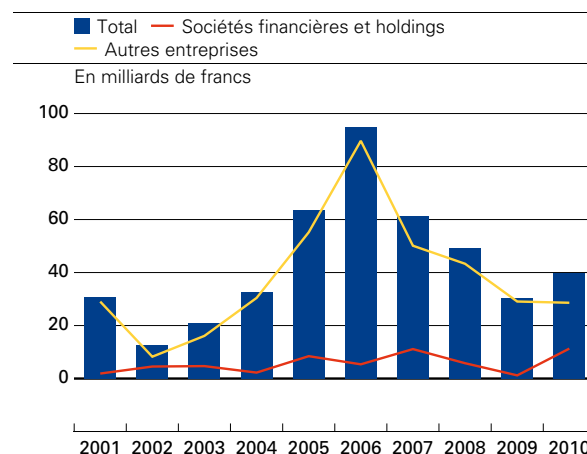
Graphique 33

Investissements directs à l'étranger



Graphique 34

Investissements directs à l'étranger



En 2010, les entreprises suisses ont investi principalement outre-mer. Par contre, elles ont au total rapatrié des fonds des pays européens. Les Etats-Unis ont bénéficié de l'afflux de fonds le plus important, soit 21 milliards de francs, contre 5 milliards en 2009. Ces fonds ont découlé en majeure partie de bénéfices réinvestis. Les flux de capitaux vers les pays d'Amérique centrale et du Sud ont eux aussi progressé nettement, passant de 6 milliards de francs en 2009 à 15 milliards l'année suivante. Une part substantielle de ces fonds est constituée de crédits accordés à des filiales au Brésil et au Mexique. En Asie, les entreprises suisses ont investi 7 milliards de francs, contre 8 milliards en 2009. Dans cette région, les principaux bénéficiaires ont été

l'Inde, avec une part de 2 milliards de francs, ainsi que la Chine et Singapour, avec un milliard pour chacun de ces pays. Par contre, les investisseurs suisses ont rapatrié 2 milliards de francs des Emirats arabes unis et 9 milliards de l'UE. Ce dernier montant est dû aux opérations portant sur des crédits au sein de groupes. En 2009, les entreprises suisses avaient placé 10 milliards de francs dans les pays de l'UE. Les rapatriements à partir de l'UE, qui ont été observés en 2010, concernent en majeure partie les Pays-Bas et le Luxembourg, deux pays accueillant de nombreuses sociétés holdings. En revanche, les centres financiers offshore d'Europe ont reçu un afflux de 6 milliards de francs.

Investissements directs

En milliards de francs

Tableau 3

	2006	2007	2008	2009	2010
Investissements directs suisses à l'étranger	95.1	61.2	49.1	30.3	39.9
Capital social	62.7	46.5	48.6	10.0	2.2
Bénéfices réinvestis	26.4	6.3	-25.9	27.7	31.6
Crédits	6.0	8.5	26.4	-7.5	6.2
Investissements directs étrangers en Suisse	54.8	38.9	16.4	29.9	4.5
Capital social	35.4	12.5	-0.9	19.7	-7.3
Bénéfices réinvestis	16.2	36.1	-1.4	24.5	8.4
Crédits	3.2	-9.7	18.6	-14.4	3.4

Investissements directs en Suisse

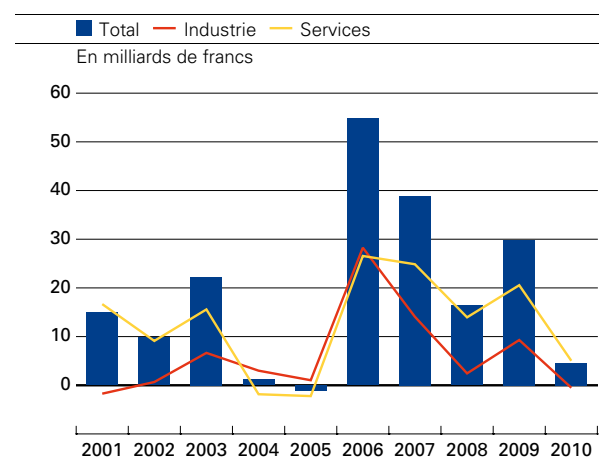
Au cours des dix dernières années, les opérations des sociétés financières et holdings ont fortement influé sur les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse. Durant les années 2001 à 2003, les entreprises étrangères ont relativement peu investi en Suisse. Leurs apports de fonds ont été presque nuls en 2004, et des rapatriements nets ont même été enregistrés en 2005, mais pour un faible montant. Ces deux années ont été marquées par des rapatriements de capitaux effectués par les sociétés financières et holdings qui voulaient tirer profit d'une amnistie fiscale, limitée dans le temps, aux Etats-Unis. En 2006, les investissements directs étrangers en Suisse ont atteint 55 milliards de francs, soit un niveau record. Tant les entreprises de l'industrie que celles des services ont contribué à ce record. Les flux de capitaux ont fléchi en 2007, puis se sont établis à 16 milliards de francs en 2008, une année marquée par la crise. En 2009, ils ont augmenté de nouveau, passant à 30 milliards de francs. Les investissements étrangers en Suisse sont venus avant tout de l'UE et de l'Amérique du Nord. Des transferts, parfois importants, ont été enregistrés entre ces deux régions du fait de modifications dans la structure de groupes étrangers.

En 2010, les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 5 milliards de francs, un montant sensiblement inférieur à celui de l'année précédente (30 milliards). En ce qui concerne le capital social, on observe un désinvestissement net de 7 milliards de francs, alors qu'un investissement net de 20 milliards avait été enregistré en 2009. Les désinvestissements ont ainsi atteint un montant nettement supérieur à celui des investissements découlant des acquisitions d'entreprises et des augmentations de capital de sociétés déjà existantes. Cette évolution est due en particulier à la faiblesse des activités transfrontières en matière de fusions et de reprises de sociétés. D'une année à l'autre, les bénéficiaires réinvestis ont fléchi, passant de 25 milliards à 8 milliards de francs. Ils ont donc eux aussi contribué au recul de l'afflux de capitaux dans le domaine des investissements directs en Suisse. Seuls les crédits au sein de groupes ont enregistré une évolution positive. Les filiales en Suisse ont reçu des crédits pour un montant net de 3 milliards de francs, alors qu'elles en avaient au total remboursé à hauteur de 14 milliards en 2009.

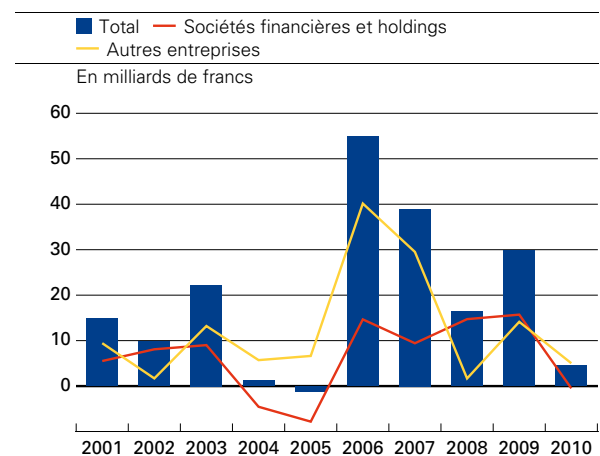
Les entreprises du commerce ont été les principales bénéficiaires des investissements directs étrangers. Elles ont reçu un afflux de 4 milliards de francs, contre 3 milliards l'année précédente. En outre, 2 milliards de francs ont été investis dans les compagnies d'assurances. Par contre, tant les sociétés financières et holdings que les entreprises de l'industrie ont enregistré des désinvestissements d'un demi-milliard de francs. En 2009, les investisseurs étrangers avaient placé 16 milliards de francs dans les sociétés financières et holdings et 9 milliards dans les entreprises de l'industrie.

Au total, les entreprises de l'UE ont rapatrié 6 milliards de francs de la Suisse, alors qu'elles y avaient investi 77 milliards – un montant record – en 2009. Les désinvestissements ont concerné surtout des entreprises dont les investisseurs viennent des Pays-Bas (-7 milliards de francs) et du Danemark (-5 milliards). Les investisseurs établis en Italie, en Allemagne et au Royaume-Uni ont eux aussi procédé à des rapatriements nets (un milliard de francs vers chacun de ces pays). En revanche, les entreprises sises en Suisse ont reçu des montants nets de 2 milliards de francs en provenance aussi bien de Belgique, de France que d'Autriche. En 2010, le flux le plus important d'investissements directs en Suisse (10 milliards de francs) est cependant venu d'Amérique centrale et du Sud. Ces capitaux ont découlé principalement d'opérations portant sur des crédits au sein de groupes.

Graphique 35
Investissements directs en Suisse



Graphique 36
Investissements directs en Suisse



Investissements de portefeuille

Dans l'ensemble, les investissements de portefeuille suisses à l'étranger atteignent des montants bien supérieurs à ceux des investissements de portefeuille étrangers en Suisse. Cette caractéristique découle de l'excédent d'épargne que dégage l'économie suisse et de la dimension restreinte du marché intérieur des capitaux.

Ces dix dernières années, les investisseurs suisses ont acquis en majorité des titres de créance d'émetteurs étrangers (emprunts obligataires et papiers monétaires). Les placements en titres de participation (actions et parts de placements collectifs) sont généralement restés inférieurs au tiers du total. Tant en 2001 qu'en 2008, les investissements suisses en titres d'émetteurs étrangers ont atteint des montants considérables, soit plus de 70 milliards de francs. Des conditions particulières caractérisaient alors les marchés financiers. En effet, les investissements élevés de 2001 sont dus à des achats de titres par le secteur bancaire, et les mesures adoptées pour renforcer le système financier lors de la crise expliquent le pic de 2008.

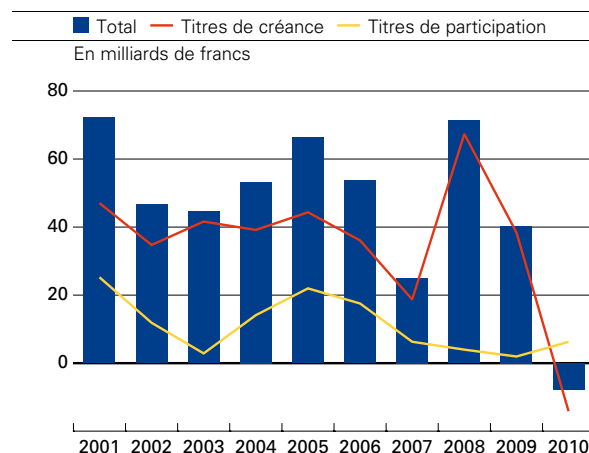
Contrairement aux investisseurs suisses, les investisseurs étrangers ont marqué une nette préférence pour les actions dans leurs achats de titres d'émetteurs suisses. Au cours des dix dernières années, les investissements de portefeuille étrangers en Suisse ont fortement fluctué. Leur niveau élevé de 2008, soit 33 milliards de francs, a découlé des fonds que les grandes banques suisses se sont procurés en vendant leurs propres actions qu'elles détenaient dans leur portefeuille et en augmentant leur capital par l'émission d'actions.

En 2010, les investisseurs suisses ont, pour la première fois, vendu beaucoup plus de titres d'émetteurs étrangers qu'ils n'en ont acheté (investissements de portefeuille à l'étranger). Leurs opérations ont ainsi débouché sur une importation de capitaux de 8 milliards de francs. En 2009, les acquisitions de titres d'émetteurs étrangers avaient atteint un montant dépassant de 40 milliards de francs celui des ventes. En 2010, des papiers monétaires d'émetteurs étrangers ont été vendus pour un montant net de 19 milliards de francs. Ces ventes ont porté surtout sur des papiers monétaires libellés en euros. En revanche, les investisseurs suisses ont placé 5 milliards de francs en emprunts obligataires, 5 milliards également en actions et un milliard en parts de placements collectifs.

Les investisseurs étrangers ont pour leur part acquis des titres d'émetteurs suisses pour un montant net de 23 milliards de francs (investissements de portefeuille en Suisse). Ils ont placé 30 milliards de francs en papiers monétaires, notamment en Bons émis par la BNS, mais vendu des actions pour près de 8 milliards. En 2009, les investisseurs suisses avaient acquis, au total, des titres d'émetteurs suisses à hauteur de 8 milliards de francs.

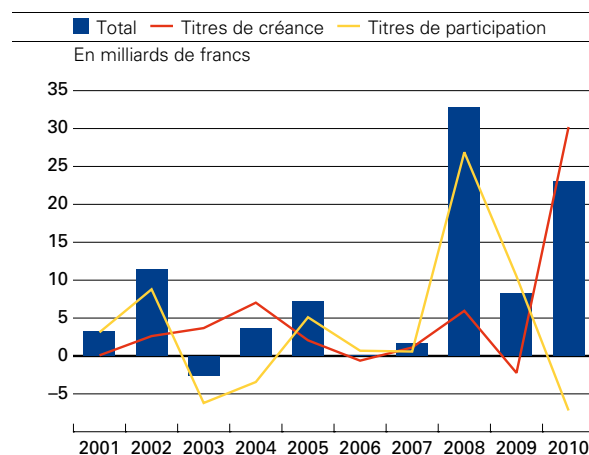
Graphique 37

Investissements de portefeuille à l'étranger



Graphique 38

Investissements de portefeuille en Suisse



Produits dérivés et structurés

Les achats et ventes de produits dérivés et structurés et les paiements nets effectués et reçus en rapport avec ces produits entrent sous ce poste. Les produits dérivés sont des contrats portant sur des opérations à terme, dont la valeur varie en fonction d'une ou de plusieurs variables (sous-jacents). Les paiements nets effectués et reçus en rapport avec des dérivés des entreprises et des compagnies d'assurances sont pris en considération; les dérivés des banques ne sont toutefois pas recensés. Les produits structurés sont des créances combinant deux instruments financiers ou davantage: placements de base (actions, obligations, etc.) et dérivés. Les certificats qui ne font que reproduire l'évolution du cours d'un sous-jacent entrent également dans les produits structurés.

Ce poste figure dans la balance des paiements depuis 2006. Le volume des opérations sur produits dérivés a fortement augmenté, en 2008, du fait surtout d'une extension du cercle des participants à l'enquête. En 2009, les flux de fonds ont reculé d'environ deux tiers. Dans le domaine des produits structurés, les opérations se sont maintenues à un niveau bas depuis 2006.

En 2010, ce poste s'est soldé par une importation de capitaux d'un milliard de francs (3 milliards l'année précédente). Pour l'essentiel, elle a découlé des achats de produits structurés d'émetteurs suisses par des investisseurs à l'étranger.

Produits dérivés et structurés¹

En milliards de francs

Tableau 4

	2006	2007	2008	2009	2010
Produits dérivés²					
Paiements nets à l'étranger	-5.1	-5.6	-58.8	-20.2	-23.0
Paiements nets de l'étranger	4.1	4.5	62.8	18.6	22.7
Solde	-1.0	-1.1	4.0	-1.7	-0.3
Produits structurés					
Investissements suisses dans des produits d'émetteurs étrangers	-6.9	-9.3	8.5	0.7	0.4
Investissements étrangers dans des produits d'émetteurs suisses	4.1	-2.3	-5.1	3.5	1.2
Solde	-2.7	-11.6	3.3	4.2	1.6
Produits dérivés et structurés, solde	-3.7	-12.8	7.4	2.5	1.3

¹ Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

² Jusqu'en 2007, uniquement les dérivés des compagnies d'assurances. Depuis 2008, les dérivés de toutes les entreprises.

Autres mouvements de capitaux

Crédits des banques commerciales

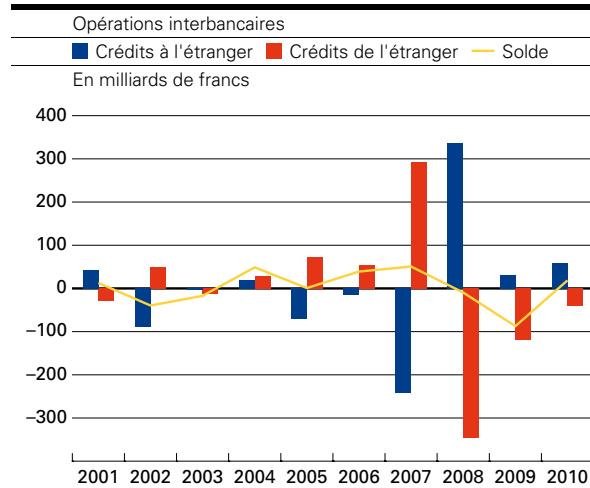
Les mouvements de capitaux des banques commerciales portent sur les opérations de crédits et de dépôts avec des banques et la clientèle à l'étranger. Les opérations interbancaires y jouent un rôle prépondérant. Les opérations de crédits et de dépôts avec la clientèle à l'étranger ne constituent généralement qu'une faible part de l'ensemble de ces mouvements de capitaux. Au cours des dix dernières années, les banques ont principalement importé des capitaux. Entre 2001 et 2006, ces opérations se sont maintenues à un niveau relativement bas. En 2007, les banques ont massivement accru leurs crédits à l'étranger (exportations de capitaux) et leurs crédits de l'étranger (importations de capitaux). Les deux années suivantes, étant donné la crise financière, elles ont fortement réduit tant leurs crédits à l'étranger que leurs crédits de l'étranger, ce qui a entraîné une inversion des flux de capitaux. Dans le domaine des opérations de crédits et de dépôts avec la clientèle à l'étranger, les années 2008 et, surtout, 2009 ont été marquées par de fortes évolutions. La clientèle étrangère a en effet réduit ses placements fiduciaires à l'étranger pour accroître ses dépôts dans des banques en Suisse.

En 2010, les banques commerciales ont continué à réduire leurs positions vis-à-vis de l'étranger dans leurs opérations interbancaires. Leurs créances ayant diminué plus fortement que leurs engagements, les opérations interbancaires se sont soldées par une importation de capitaux de 19 milliards de francs; en 2009, elles avaient débouché sur une exportation de capitaux de 87 milliards. Depuis 2007, les créances et engagements des banques dans les opérations interbancaires transfrontières ont fléchi de plus de la moitié. Dans leurs opérations avec la clientèle à l'étranger, les banques ont au total exporté des capitaux pour un montant de 3 milliards de francs, alors qu'elles en avaient importé à hauteur de 130 milliards en 2009. Cette importation de capitaux s'explique en partie par la réduction des fonds placés à titre fiduciaire à l'étranger au profit de dépôts dans des banques en Suisse.

Au total, les banques ont, dans leurs opérations de crédits et de dépôts avec des banques et la clientèle à l'étranger, importé des capitaux pour un montant de 15 milliards de francs, contre 43 milliards l'année précédente.

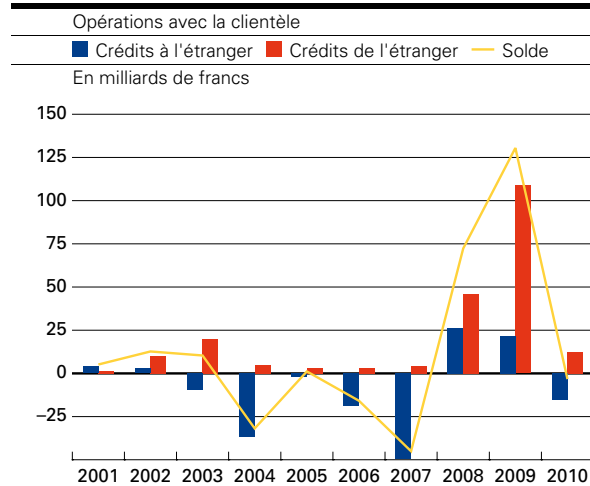
Graphique 39

Crédits des banques commerciales



Graphique 40

Crédits des banques commerciales



Crédits des entreprises

Ce poste regroupe divers éléments. Les flux financiers des entreprises, hors investissements directs et investissements de portefeuille, y sont recensés. Une partie de ces flux découle des capitaux que les entreprises suisses placent dans des banques à l'étranger ou recueillent auprès de telles banques. Les opérations effectuées au sein de groupes par les sociétés financières (crédits, hors investissements directs) revêtent elles aussi une grande importance. Ce poste comprend également les créances et engagements résultant des opérations transfrontières des compagnies d'assurances.

A l'exception de l'année 2007, les flux de capitaux au titre des crédits des entreprises ont porté sur des montants plutôt faibles. Les fortes importations et exportations de capitaux de 2007 ont été effectuées principalement par les sociétés financières et holdings et les entreprises du commerce.

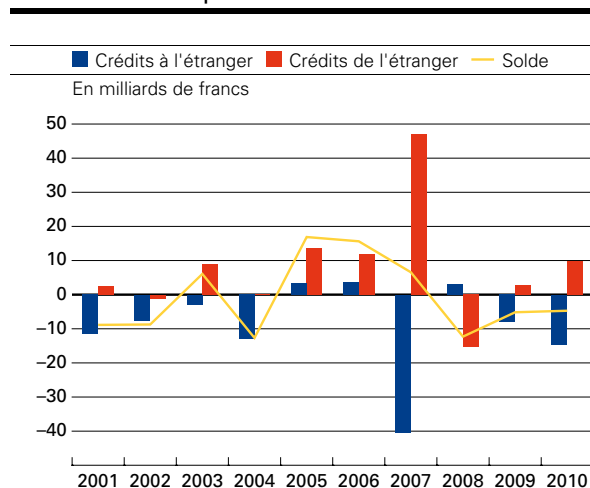
En 2010, les crédits que les entreprises suisses ont accordés à l'étranger (créances) se sont accrus, au total, de 15 milliards de francs, et ceux qu'elles ont obtenus de l'étranger (engagements) se sont élevés à 10 milliards. Ainsi, les entreprises ont exporté des capitaux pour un montant net de 5 milliards de francs (5 milliards également en 2009). L'augmentation des créances a découlé en majeure partie des sociétés financières et holdings (10 milliards de francs). Du côté des engagements, l'accroissement est dû aux sociétés financières et holdings (7 milliards de francs), aux entreprises du commerce (7 milliards également) et aux compagnies d'assurances (5 milliards). Les entreprises de l'industrie ont par contre réduit de 7 milliards de francs leurs engagements envers l'étranger.

Crédits de la Banque nationale

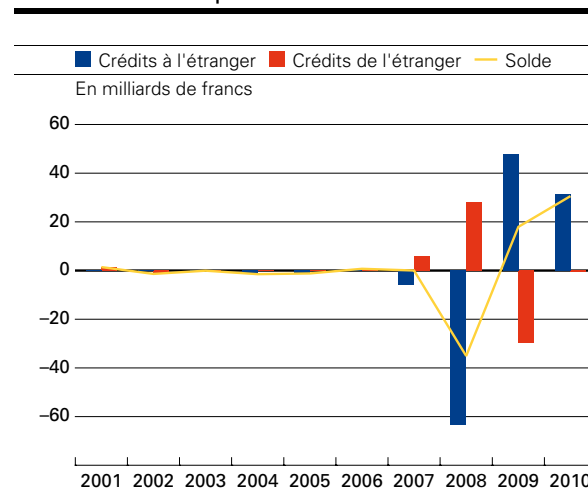
Les crédits de la Banque nationale englobent les créances et engagements en rapport avec les swaps et les pensions de titres, mais aussi d'autres créances et engagements (hors réserves monétaires), vis-à-vis d'instituts d'émission et de banques commerciales à l'étranger. Jusqu'en 2006, de telles opérations ont porté sur de faibles montants. Dans la seconde moitié de 2007 et, surtout, en 2008, la Banque nationale a, du fait de la crise financière, approvisionné généreusement les marchés en liquidités par des swaps et des pensions de titres. Elle a ainsi exporté des capitaux pour des montants élevés. En 2009, la Banque nationale a réduit ses swaps et ses pensions de titres, d'où une importation nette de capitaux cette année-là.

La Banque nationale a, en 2010, continué à réduire ses swaps et pensions de titres avec des instituts d'émission et des banques commerciales à l'étranger. Au total, elle a importé des capitaux à hauteur de 31 milliards de francs, contre 18 milliards en 2009.

Graphique 41
Crédits des entreprises



Graphique 42
Crédits de la Banque nationale



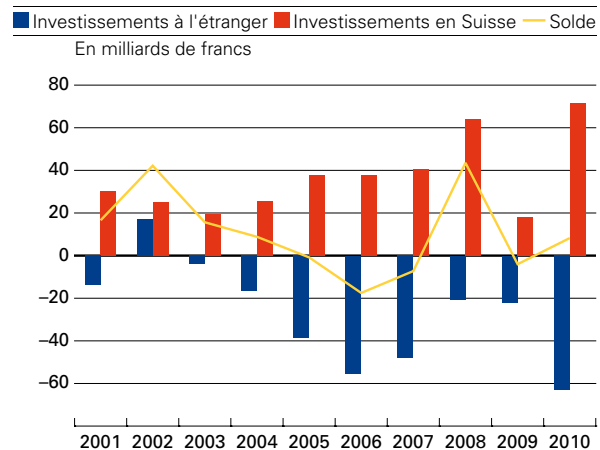
Autres investissements

Ce poste regroupe divers éléments – investissements suisses à l'étranger et étrangers en Suisse – qui ne peuvent être attribués à aucune autre catégorie de mouvements de capitaux. Les fonds fiduciaires qui sont placés à l'étranger pour le compte de résidents (créances) et ceux qui sont placés en Suisse pour le compte de non-résidents (engagements) y figurent. Les importations de métaux précieux (exportations de capitaux) et les exportations de tels métaux (importations de capitaux) sont elles aussi comptabilisées sous ce poste. En outre, divers autres éléments qui ne peuvent être rangés clairement dans une catégorie déterminée de mouvements de capitaux sont pris en compte ici. Au cours des dix dernières années, les importations et exportations de métaux précieux se sont fortement accrues. Les faibles montants sur lesquels les investissements à l'étranger ont porté au début et à la fin de la dernière décennie sont dus principalement à une diminution des créances à titre fiduciaire. Dans les années 2001 à 2009, les autres investissements se sont soldés le plus souvent par des importations de capitaux.

En 2010, les échanges de métaux précieux avec l'étranger ont encore augmenté, d'où une exportation nette de capitaux de 6 milliards de francs. Le nouveau repli des créances à titre fiduciaire, qui n'a toutefois pas atteint l'ampleur observée les deux années précédentes, a engendré une importation de capitaux. Au total, les autres investissements se sont soldés par une importation de capitaux de 8 milliards de francs, alors qu'une exportation de fonds de 4 milliards avait été enregistrée en 2009.

Graphique 43

Autres investissements



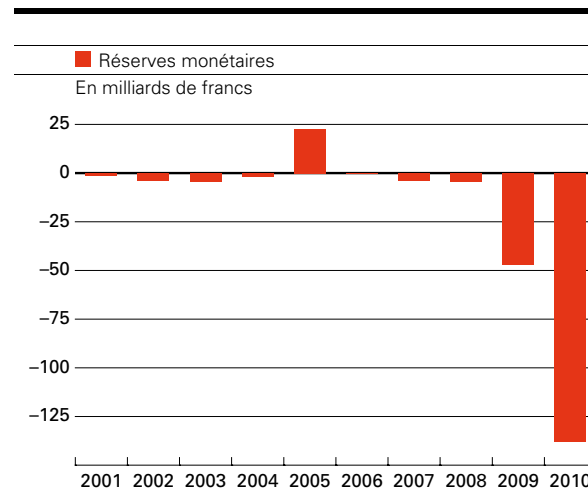
Réserves monétaires

Les réserves monétaires sont constituées principalement d'or et de placements de devises. En 2005, le produit des ventes d'or de la Banque nationale a été attribué à la Confédération et aux cantons. Ces opérations ont entraîné une réduction des réserves monétaires. En 2009, la Banque nationale a effectué de substantiels achats de devises, d'où une forte exportation de capitaux et une augmentation sensible des réserves monétaires.

En 2010, la Banque nationale a procédé à des achats massifs de devises. Aussi, mesurées aux transactions effectuées, les réserves monétaires se sont accrues de 138 milliards de francs. En 2009, elles avaient déjà augmenté de 47 milliards de francs. Les fonds ont été investis principalement en titres libellés en euros et en dollars des Etats-Unis.

Graphique 44

Réserves monétaires



Réserves monétaires¹

En milliards de francs

Tableau 5

	2006	2007	2008	2009	2010
Total	-0.4	-4.1	-4.1	-46.8	-137.8
Or	-	-	-	-	-
Réserves de devises	-0.6	-4.2	-3.5	-46.2	-138.2
Position de réserve au FMI	0.5	0.1	-0.4	-0.5	0.0
Moyens de paiement internationaux	-0.2	0.0	0.0	0.0	0.3
Autres réserves monétaires	0.0	0.0	-0.3	-0.1	0.0

¹ Le signe moins (-) indique une exportation de capitaux.

Erreurs et omissions nettes

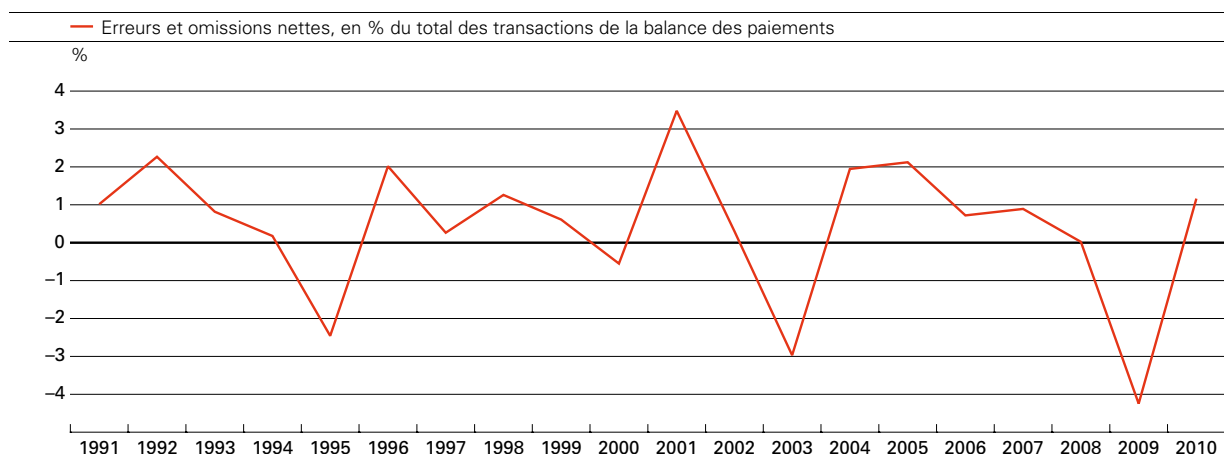
En théorie, la balance des paiements devrait être équilibrée, puisque qu'elle est dressée selon le système d'enregistrement en partie double. Toutes les transactions sont en effet comptabilisées une fois du côté des recettes (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital de l'étranger, importations de capitaux) et une fois du côté des dépenses (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger, exportations de capitaux). Dans la pratique cependant, on constate une différence entre le total des recettes et le total des dépenses, différence qui est due à des lacunes et à des erreurs dans les relevés statistiques. Si, par exemple, l'acquisition d'une entreprise à l'étranger est portée dans les investissements directs, mais que le flux financier correspondant n'est pas enregistré, le montant manquant apparaît dans les erreurs et omissions nettes.

Au cours des vingt dernières années, ce poste s'est soldé plus souvent par des valeurs positives que par des valeurs négatives. Une valeur positive indique soit une sous-estimation des recettes de la balance des transactions courantes ou des importations de capitaux, soit une surestimation des dépenses de la balance des transactions courantes ou des exportations de capitaux.

Les erreurs et omissions nettes ont porté en 2010 sur une valeur positive de 10 milliards de francs. Ce montant représente 1,2% de l'ensemble des transactions enregistrées dans la balance des paiements.

Graphique 45

Erreurs et omissions nettes, en % du total des transactions de la balance des paiements



Evolution à long terme de la balance commerciale

Aperçu

Traditionnellement, la Suisse importait davantage de marchandises qu'elle n'en exportait. Cela n'est toutefois plus le cas depuis la fin du XX^e siècle. Comme le montre le graphique 46, la balance commerciale connaît une hausse des *exportations* nettes depuis les années 1990. Alors qu'elle accusait encore un déficit représentant 4% du PIB en 1990, elle a enregistré un excédent équivalant à 3% du PIB en 2010.

Parallèlement, le volume des échanges commerciaux a considérablement augmenté. A cet égard, l'évolution du solde de la balance commerciale s'explique par la progression des exportations de marchandises (graphique 47). Depuis les années 1990, ces dernières affichent en effet des taux de croissance nettement plus élevés que les importations de marchandises. Les raisons expliquant la croissance des exportations et des importations sont examinées ci-après.

Commerce extérieur de la Suisse: ruptures structurelles et leurs causes

Des ruptures structurelles peuvent être identifiées au moyen de méthodes statistiques courantes. Il y a rupture structurelle dès lors qu'une tendance antérieure à une date déterminée diverge nettement de la tendance après cette même date². Pour déterminer les ruptures structurelles dans le commerce extérieur de la Suisse, on se réfère à la part respective des exportations et des importations dans le PIB. Les analyses révèlent que vers la fin des années 1990, les exportations suisses en données agrégées ont connu une rupture structurelle, mais que cela n'a pas été le cas pour les importations (graphique 47). Les tests correspondants effectués au niveau des catégories de marchandises montrent que la rupture structurelle des exportations en données agrégées provient de catégories spécifiques de marchandises. Les plus grandes ruptures sont apparues peu avant l'an 2000. Concernant les importations, des ruptures structurelles se sont manifestées dans quelques catégories de marchandises; elles sont cependant nettement moins marquées que pour les exportations.

Le tableau 6 montre les vingt catégories de marchandises présentant les plus grandes ruptures structurelles. La colonne 3 (Année rupture) précise l'année de la rupture structurelle, tandis que la colonne 4 (Ampleur rupture) indique l'augmentation annuelle supplémentaire enregistrée depuis lors pour les parts des catégories correspondantes dans le PIB. Par exemple, depuis 2000, la part des exportations de la catégorie *Sérums et vaccins* dans le PIB s'accroît annuellement d'un quart de point de plus qu'avant cette même année. Huit ans après la rupture, l'augmentation supplémentaire des exportations équivalait donc au total à 2% du PIB. Concernant les exportations de la catégorie *Médicaments*, la

situation se présente de manière similaire: depuis 1995, la croissance annuelle supplémentaire de la part du PIB correspondait aussi à environ un quart de point.

Des ruptures structurelles de moindre ampleur apparaissent aussi au niveau des importations de ces deux catégories. Si l'on compense les effets des ruptures structurelles dans les exportations et dans les importations, il s'avère qu'à elles deux, les catégories de marchandises *Sérums et vaccins* et *Médicaments* ont vu la part totale de leurs exportations nettes dans le PIB s'accroître de plus d'un tiers de point supplémentaire par année depuis 2000.

Les graphiques 48 à 53 montrent les six catégories de marchandises présentant les plus grandes ruptures structurelles: *Sérums et vaccins* (année de la rupture: 2000), *Médicaments* (1995), *Composés à fonctions azotées* (1999), *Horlogerie* (1983), *Equipements de télécommunication* (2000) et *Vêtements en matières textiles* (1987)³. La ligne verticale rouge indique la date de la rupture structurelle des exportations (des importations pour les catégories *Vêtements en matières textiles* et *Equipements de télécommunication*).

Il convient de relever l'ampleur de la rupture structurelle des deux premières catégories de marchandises. Les exportations de la catégorie *Médicaments* ont passé de 1% du PIB dans les années 1990 à environ 5% en 2007 et 2008. Les exportations de la catégorie *Sérums et vaccins* ont évolué de manière similaire: en 2008, elles représentaient près de 3% du PIB, alors qu'elles avaient été encore pratiquement négligeables en 1980. Etant donné en outre que les importations de ces catégories de marchandises restent faibles, l'excédent des exportations de ces deux catégories confondues représentait 3,7% du PIB en 2008, et correspondait plus ou moins au solde actif de la balance commerciale.

Particularités de la branche pharmaceutique

En vue d'identifier les causes de la hausse fulgurante du commerce des produits pharmaceutiques, il convient de considérer l'évolution à l'échelle mondiale. Les graphiques 54 et 55 présentent la progression des exportations de la Suisse et de celles du reste du monde pour les deux catégories de marchandises *Médicaments* et *Sérums et vaccins*. Il apparaît clairement que le commerce extérieur a fortement augmenté pour ces catégories de marchandises non seulement en Suisse, mais aussi à l'échelle mondiale. Les deux courbes sont étonnamment parallèles, tant pour ce qui est de l'évolution que de l'ampleur de l'augmentation.

Il ressort donc des graphiques 54 et 55 que ce sont des facteurs mondiaux et non pas des facteurs spécifiques à la Suisse qui ont influé sur l'augmentation des exportations de produits pharmaceutiques ces deux dernières décennies⁴. Font partie de ces facteurs les dépenses de plus en plus élevées à l'échelle mondiale pour les produits et services médicaux. Selon Hagist et Kotlikoff (2005), les dépenses de santé, en termes réels,

² Des données techniques et des compléments d'information figurent dans la note de la BNS «Structural Breaks in the Swiss Trade Balance», disponible sur demande.

³ Voir le tableau 6 pour les codes correspondants de la Classification type pour le commerce international (CTCI).

⁴ La part des deux catégories de marchandises dans les exportations s'est considérablement accrue. Entre 1998 et 2008, les exportations mondiales de la catégorie *Médicaments* ont passé de 0,69% à 2,01% du total des exportations du monde, tandis que leur part dans le panier des exportations

de dix grands pays de l'OCDE ont augmenté chaque année de 4,9% entre 1970 et 2002⁵.

Comme le montrent encore les graphiques 54 et 55, la part des deux catégories de marchandises dans le PIB est 10 à 30 fois plus élevée en Suisse que dans le reste du monde. Cet écart résulte en partie du caractère spécifique de la Suisse, à savoir celui d'une petite économie ouverte, mais il reflète avant tout l'avantage concurrentiel de notre pays dans la branche pharmaceutique. Ainsi, les entreprises pharmaceutiques suisses ont développé une série de médicaments à fort impact sur le marché et qui ont obtenu des licences pendant la période mentionnée.

La réunion de ces deux facteurs – demande en forte progression pour les produits pharmaceutiques et avantage concurrentiel de la Suisse dans cette branche – génère une demande d'exportation exceptionnelle et peut ainsi expliquer une partie de l'excédent des exportations.

La progression du volume des échanges commerciaux découle entre autres de la spécialisation verticale internationale: lorsque les différentes phases d'une chaîne de production sont exécutées dans plusieurs pays, les multiples importations et exportations de marchandises qui en résultent gonflent le volume des échanges commerciaux recensés dans les statistiques.

Si la spécialisation verticale a lieu au sein d'un groupe, elle génère des investissements directs. Les analyses statistiques de la corrélation entre les exportations et les investissements directs de la branche pharmaceutique suisse montrent certes un lien positif, mais la corrélation est toutefois faible. Ce résultat laisse supposer que si la spécialisation verticale joue assurément un rôle, elle ne suffit pas à elle seule à expliquer l'évolution observée dans les deux catégories de marchandises *Médicaments* et *Sérums et vaccins*.

Conclusion

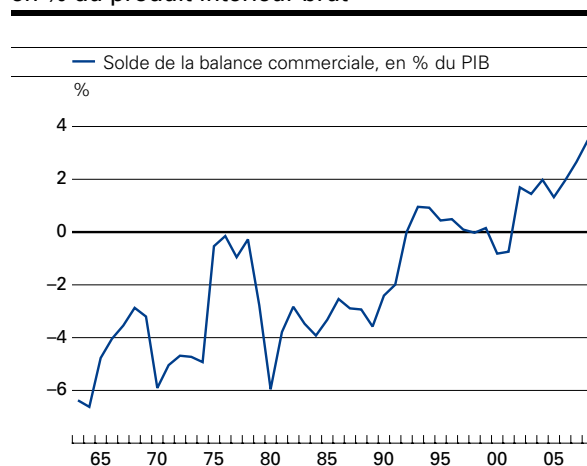
Les données du commerce extérieur suisse pour les années 1962 à 2008 laissent penser que l'accroissement du solde actif de la balance commerciale suisse depuis la fin des années 1990 provient en grande partie d'une rupture structurelle dans les exportations. Deux catégories de marchandises pharmaceutiques – *Médicaments* et *Sérums et vaccins* – ont contribué fortement à cet accroissement. La rapide expansion des exportations n'est pas spécifique à la Suisse. En outre, la hausse de la demande à l'échelle mondiale devrait davantage expliquer cet accroissement que l'internationalisation de la chaîne de production. Enfin, il convient de relever que si certains facteurs déterminants de la croissance des exportations suisses ont pu être identifiés, il reste cependant à savoir pourquoi aucune hausse correspondante n'a été observée au niveau des importations.

de la Suisse a passé de 4,25% à 12,82%. Pour la catégorie *Sérums et vaccins*, les exportations ont passé de 0,1% à 0,42% au niveau du monde et de 0,51% à 6,98% pour la Suisse dans la même période.

⁵ «Who's going broke? Comparing health care costs in ten OECD countries» NBER WP 11833.

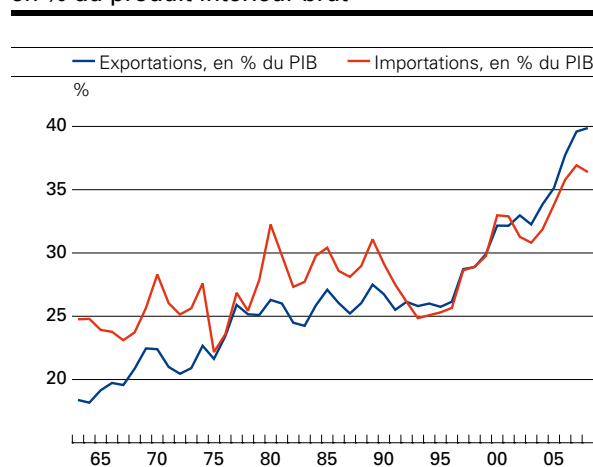
Graphique 46

Commerce extérieur de la Suisse, en % du produit intérieur brut



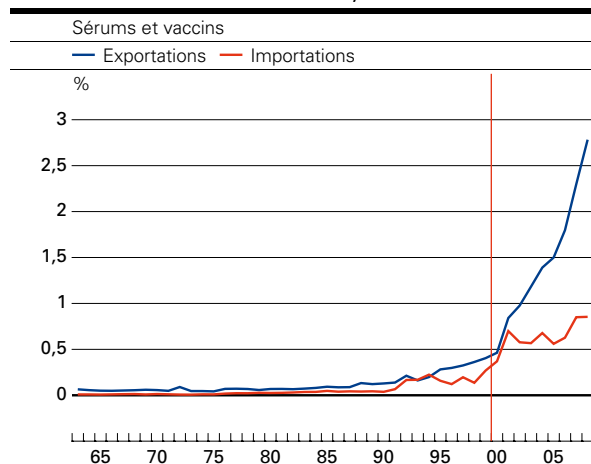
Graphique 47

Commerce extérieur de la Suisse, en % du produit intérieur brut



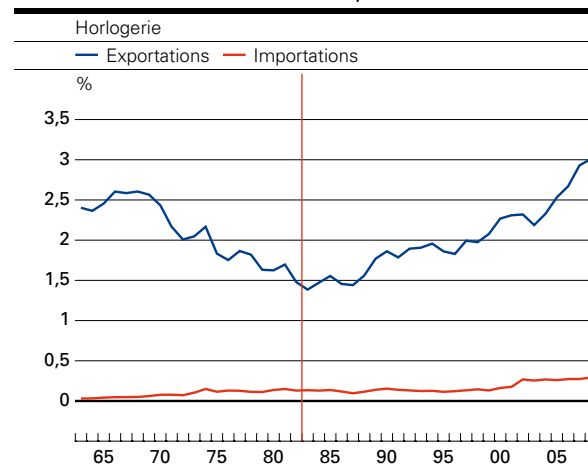
Graphique 48

Commerce extérieur de la Suisse – Groupes de marchandises sélectionnés, en % du PIB



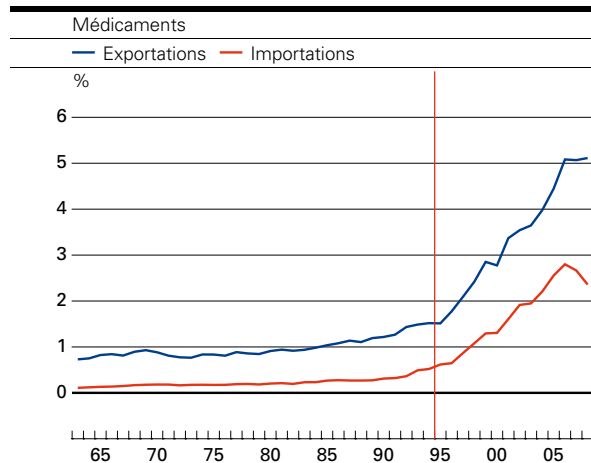
Graphique 51

Commerce extérieur de la Suisse – Groupes de marchandises sélectionnés, en % du PIB



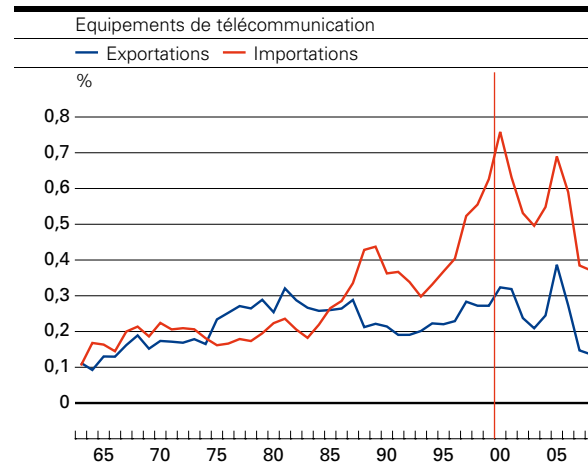
Graphique 49

Commerce extérieur de la Suisse – Groupes de marchandises sélectionnés, en % du PIB



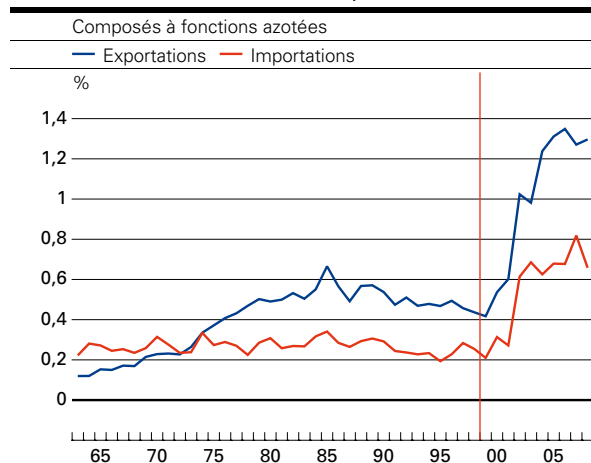
Graphique 52

Commerce extérieur de la Suisse – Groupes de marchandises sélectionnés, en % du PIB



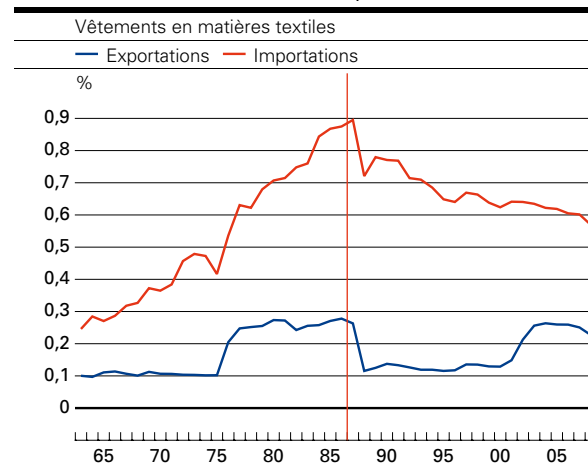
Graphique 50

Commerce extérieur de la Suisse – Groupes de marchandises sélectionnés, en % du PIB

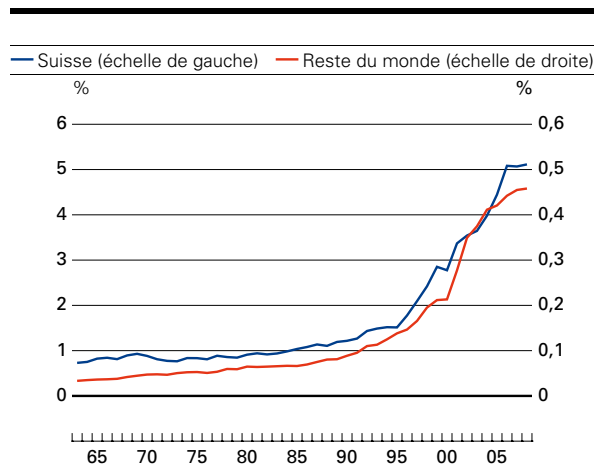


Graphique 53

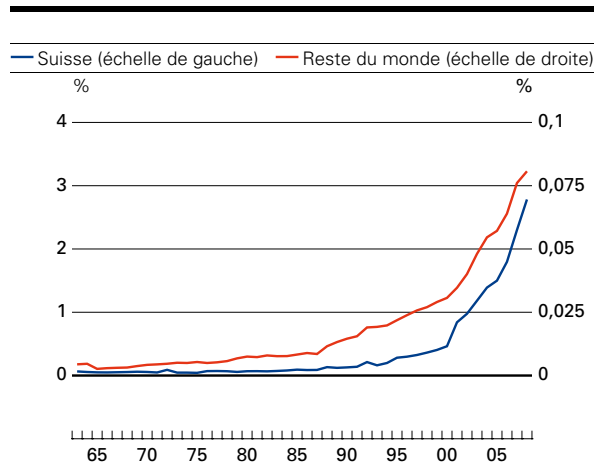
Commerce extérieur de la Suisse – Groupes de marchandises sélectionnés, en % du PIB



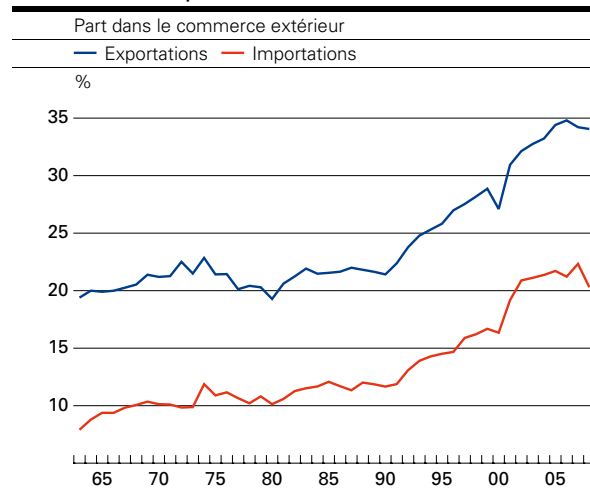
Graphique 54
Exportations de médicaments,
en % du PIB



Graphique 55
Exportations de sérums et vaccins,
en % du PIB



Graphique 56
Produits chimiques en Suisse



Source pour graphiques 46 à 56: AFD.

Vingt catégories de marchandises pour lesquelles les ruptures structurelles sont estimées les plus fortes

Tableau 6

Ruptures structurelles statistiquement significatives, avec une probabilité de 99%

Catégories de marchandises	Code CTIC	Année rupture	Ampleur rupture
Exportations			
Sérums et vaccins	S1-5416	2000	0.279
Médicaments	S1-5417	1995	0.253
Horlogerie	S1-8641	1983	0.116
Composés à fonctions azotées	S1-5127	1999	0.089
Appareils de prothèse; appareils de prothèse auditive, etc.	S1-8996	1996	0.062
Boissons non alcoolisées	S1-1110	2000	0.027
Cigarettes	S1-1222	1970	-0.048
Fils de filaments synthétiques	S1-6516	1970	-0.029
Machines et appareils de bureau	S1-7149	2000	-0.026
Alcaloïdes	S1-5414	1975	-0.023
Importations			
Médicaments	S1-5417	1996	0.126
Sérums et vaccins	S1-5416	1998	0.068
Houille bitumineuse	S1-3214	1969	0.037
Appareils de prothèse; appareils de prothèse auditive, etc.	S1-8996	1996	0.018
Equipements de télécommunication	S1-7249	2000	-0.066
Vêtements en matières textiles	S1-8411	1987	-0.043
Supports pour l'enregistrement du son	S1-8912	2000	-0.040
Machines et appareils de bureau	S1-7149	2000	-0.038
Matières colorantes organiques synthétiques	S1-5310	1997	-0.023
Machines à calculer, etc.	S1-7142	1970	-0.018

Source: AFD, ventilation selon la Classification type pour le commerce international (CTCI), Révision 1, positions à 4 chiffres.

Commentaires

Modifications par rapport à 2009

Autres marchandises:

trafic non contrôlé de marchandises

Les données afférentes au trafic non contrôlé de marchandises reposent sur une estimation de la Direction générale des douanes. En 2010, l'estimation a été faite à l'aide d'une nouvelle méthode. Le changement de méthode a entraîné un accroissement des dépenses. De plus amples informations sur la méthode utilisée peuvent être obtenues auprès de l'Administration fédérale des douanes (AFD).

Balance des transactions courantes

Commerce spécial

Exportations fob et importations caf, conformément à la statistique du commerce extérieur de l'Administration fédérale des douanes (AFD), sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités (total 1). Depuis 1995, le kérosène est comptabilisé dans le commerce spécial. Il en va de même, depuis 2002, de l'énergie électrique, du perfectionnement à façon et des marchandises en retour.

Autres marchandises

Métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, marchandises pour/de réparation, achats et ventes de bateaux naviguant sur le Rhin, frais de transport et primes d'assurances liés aux importations, trafic non contrôlé de marchandises, petits envois, importations d'or et d'argent industriels, achats de biens dans les ports par les transporteurs.

Tourisme

Voyages d'affaires et de vacances, séjours dans des établissements hospitaliers et de cure, séjours d'études, voyages d'un jour et de transit, chiffres d'affaires des boutiques hors taxes, consommation des frontaliers étrangers et des titulaires de permis de courte durée.

Services (hors tourisme)

Services d'assurance dans les opérations des «assurances sociales privées» et des autres assurances privées avec l'étranger, opérations de commerce de transit (recettes nettes tirées des opérations internationales de négoce de marchandises, sans les exportations et importations qui entrent dans le commerce extérieur), transports, postes, messageries et télécommunications, services financiers des banques (commissions et services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts: services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM], services à contenu technologique (constructions à l'étranger, conseils commerciaux et techniques,

licences et brevets, y compris les services de gestion), services fournis ou reçus par les administrations publiques (achats de marchandises et de services par les représentations étrangères en Suisse, par les représentations suisses à l'étranger et par les organisations internationales en Suisse, taxes perçues par les ambassades et les consulats), administration des sociétés de domicile, avocats, fiduciaires, services culturels, recettes que l'Etat tire des droits de timbre.

Revenus du travail

Salaires bruts versés à des frontaliers suisses et à des résidents au service d'employeurs étrangers (organisations internationales et représentations consulaires sises en Suisse). Salaires bruts des frontaliers étrangers, y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG, à l'assurance-chômage (AC), à la SUVA et aux caisses de pensions; salaires bruts versés à des personnes titulaires d'un permis de courte durée (<4 mois), y compris les cotisations des employeurs et des salariés à l'AVS/AI/APG et à l'AC.

Revenus de capitaux

Investissements de portefeuille: revenus des titres en portefeuille (actions, obligations, etc.); investissements directs: revenus (transférés et réinvestis) des investissements directs; autres placements: opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des services financiers fournis contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts (services d'intermédiation financière indirectement mesurés [SIFIM], pour mémoire: opérations d'intérêts des banques avant prise en compte des SIFIM, revenus des placements à titre fiduciaire, intérêts sur les avoirs et engagements des entreprises vis-à-vis de tiers, revenus des placements de la Banque nationale et de la Confédération ainsi que les autres revenus de capitaux (paiements opérés au titre de contrats de crédit-bail, etc.), variation des droits des ménages à l'étranger sur les provisions des caisses de pensions. Les intérêts sur les crédits accordés par le secteur non bancaire ne sont pas recensés.

Transferts courants du secteur privé

Transferts effectués par les émigrants suisses, les institutions d'assurances étrangères, etc.; transferts vers l'étranger effectués par les immigrés, rentes et indemnités, pensions, prestations de soutien, aides des œuvres caritatives du secteur privé en faveur de l'étranger, primes encaissées et prestations versées à la suite de sinistres (abstraction faite des services d'assurance) par les assurances sociales privées et par les autres assurances privées.

Transferts courants du secteur public

Cotisations versées aux assurances sociales (AVS, AI et APG) par des émigrants et par des frontaliers étrangers, recettes que l'Etat tire de l'impôt à la source (frontaliers) ainsi que d'autres impôts et droits; il est également tenu compte des recettes provenant des taxes routières et de la retenue d'impôt UE. Prestations

des assurances sociales versées à l'étranger, contributions de la Suisse à des organisations internationales et autres transferts à l'étranger, ristournes d'impôts aux pays de domicile des frontaliers, aides publiques en faveur de l'étranger.

Sources (pour la balance des transactions courantes)

Les données proviennent d'enquêtes des autorités fédérales et de la Banque nationale; il s'agit en partie d'estimations.

Transferts en capital

Remises de dettes et aides financières (dons) de la Confédération, transferts privés en capital ainsi qu'achats et ventes d'actifs non financiers non produits.

Mouvements de capitaux

Investissements directs

Habituellement, il y a investissement direct quand un investisseur participe pour au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou en Suisse, ou fonde une filiale ou une succursale. Sont pris en considération les mouvements financiers portant sur les fonds propres (libération de capital social; fondation et acquisition, liquidation et vente de filiales et de participations; mise d'un capital d'exploitation ou de dotation à la disposition de succursales), les revenus réinvestis ainsi que les variations des crédits. Ces données proviennent des relevés trimestriels et annuels que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Investissements de portefeuille

Investissements de portefeuille à l'étranger: placements de résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des non-résidents (papiers monétaires, obligations, actions, bons de participation, bons de jouissance, parts de placements collectifs), qui n'entrent pas dans les investissements directs ni dans les réserves monétaires. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats de titres de créance et de titres de participation, moins les ventes et les remboursements de placements. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle résidente. Les informations sur les achats des banques et des entreprises sont tirées des données fournies par ces sociétés sur leurs actifs à l'étranger. Quant aux informations sur les achats de la Banque nationale, elles proviennent des propres données de la BNS. Investissements de portefeuille en Suisse: placements de non-résidents dans des titres de créance et titres de participation émis par des résidents (papiers monétaires, obligations, bons de caisse, actions, bons de participa-

tion, bons de jouissance, parts de placements collectifs), qui n'entrent pas dans les investissements directs. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats de titres de créance et de titres de participation, moins les ventes et les remboursements de placements. La statistique est fondée sur les déclarations des banques concernant les achats de papiers-valeurs par la clientèle non résidente. Les données concernant les emprunts émis à l'étranger par des entreprises résidentes sont tirées des relevés sur les passifs envers l'étranger.

Produits dérivés et structurés

Les produits dérivés comprennent des opérations à terme conditionnelles (options) et inconditionnelles (opérations à terme sec, *futures*, swaps). Exportations de capitaux: paiements à des contreparties à l'étranger en relation avec des opérations sur produits dérivés. Importations de capitaux: recettes perçues de contreparties à l'étranger en rapport avec des opérations sur produits dérivés. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

Les produits structurés recouvrent des titres de créance standardisés dans lesquels les propriétés de deux ou plusieurs instruments financiers sont combinées pour constituer un nouveau produit. Ils sont offerts sur le marché sous différentes variantes. Une des classifications les plus fréquentes subdivise les produits structurés en produits de participation (certificats), d'optimisation du rendement (certificats, *convertibles*) et de protection du capital (avec ou sans *cap*). Placements à l'étranger: placements de résidents en produits structurés d'émetteurs étrangers. Placements en Suisse: placements de non-résidents en produits structurés d'émetteurs suisses. Sont pris en considération les montants nets, c'est-à-dire les achats moins les ventes et les remboursements. Les données sont tirées des relevés des banques sur les achats nets de la clientèle suisse et étrangère.

Autres mouvements de capitaux: crédits des banques commerciales

Crédits à des débiteurs non-résidents: variation des crédits accordés à court et long terme à des banques, y compris les créances en métaux précieux; variation des crédits octroyés à la clientèle, y compris les créances hypothécaires et les créances en métaux précieux. Crédits de l'étranger: variation des engagements à court et long terme envers les banques, y compris les engagements en métaux précieux; variation des engagements à long terme envers la clientèle, y compris sous forme d'épargne et de placements, ainsi que variation des engagements à court terme envers la clientèle, y compris les engagements en métaux précieux. Les valeurs qui sont portées dans la balance des paiements indiquent la variation nette de chaque poste, soit l'afflux de fonds, déduction faite des remboursements. Ces données sont tirées des déclarations des comptoirs en Suisse sur les actifs à l'étranger et les passifs envers l'étranger.

**Autres mouvements de capitaux:
crédits des entreprises**

Crédits à des débiteurs non-résidents: variation des crédits à court et long terme que les entreprises privées et publiques résidentes ont octroyés à des personnes physiques, à des banques et à des entreprises qui sont domiciliées à l'étranger, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations à l'étranger. Crédits de l'étranger: variation des crédits à court et long terme que des personnes physiques, des banques et des entreprises à l'étranger ont octroyés à des entreprises privées et publiques résidentes, sans les crédits au sein de groupes, soit à des filiales, succursales ou participations en Suisse. Ces données proviennent des relevés que les entreprises remettent à la Banque nationale.

**Autres mouvements de capitaux:
crédits des collectivités publiques**

Crédits à court et long terme que les collectivités publiques (Confédération, cantons, communes, assurances sociales) ont octroyés à l'étranger. Engagements à court et long terme des collectivités publiques envers l'étranger.

**Autres mouvements de capitaux:
crédits de la Banque nationale**

Variation des crédits d'aide monétaire, variation des créances et engagements résultant de pensions de titres conclues avec des autorités monétaires et des banques à l'étranger, variation des avoirs découlant de swaps passés avec des autorités monétaires et des banques à l'étranger, et variation des autres créances et engagements vis-à-vis de l'étranger.

Autres investissements

Créances et engagements à titre fiduciaire: les créances à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de résidents et qui sont placés à l'étranger; les engagements à titre fiduciaire enregistrent la variation des fonds fiduciaires qui proviennent de non-résidents et qui sont placés en Suisse. Les données sont tirées des relevés des comptoirs en Suisse des banques. Variation des créances et engagements des fonds de placement vis-à-vis de l'étranger: les données sont tirées des relevés des fonds de placement. Importations et exportations de métaux précieux: importations et exportations d'or et d'argent sous forme brute et sous forme de pièces, selon la statistique du commerce extérieur, ainsi que ventes d'or de la BNS au secteur privé. Les importations de métaux précieux à des fins artisanales et industrielles comptabilisées dans la balance des transactions courantes sont portées en déduction. Variation de la participation de la Banque nationale à la Banque des Règlements Internationaux (BRI). Variation des participations de la Confédération à des augmentations de capital d'organisations internationales. Ventes d'immeubles en Suisse à des non-résidents, déduction faite des ventes effectuées par des non-résidents à des résidents; sont prises en considération les mutations effectives selon la

statistique de l'Office fédéral de la justice. Achats d'immeubles à l'étranger par des résidents. Flux de capitaux du secteur non bancaire vers des banques à l'étranger. Variation du stock de billets de banque suisses à l'étranger. Les autres investissements englobent aussi des éléments correctifs, notamment pour les opérations des banques avec les organisations internationales ayant leur siège en Suisse.

Réserves monétaires

Ce poste enregistre la variation de l'encaisse-or, des placements de devises, de la position de réserve au Fonds monétaire international (depuis 1992) et des moyens de paiement internationaux (DTS). Après l'entrée en vigueur, le 1^{er} mai 2000, de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement, la Banque nationale a modifié la gestion de son encaisse-or. Elle a vendu, dans les limites de l'accord conclu entre banques centrales, 1 300 tonnes d'or. Ces ventes d'or se sont achevées fin mars 2005. Dans le cadre du second accord sur l'or conclu en 2004 entre banques centrales, la Banque nationale a vendu, en 2007 et en 2008, 250 tonnes d'or supplémentaires au secteur privé à l'étranger. Ces ventes d'or ne sont pas comptabilisées sous le poste *Réserves monétaires*. Seules les opérations sur or passées avec d'autres banques centrales doivent figurer dans les réserves monétaires. La balance des paiements distingue deux étapes dans les ventes d'or au secteur privé: le transfert de réserves monétaires vers de l'or non monétaire (démonétisation), puis la vente d'or non monétaire au secteur privé à l'étranger. Le transfert n'est pas indiqué dans la balance des paiements. Les ventes d'or non monétaire sont comptabilisées dans la balance des paiements en tant qu'importations de capitaux, sous *Autres investissements*. Le produit des ventes d'or est placé en devises.

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions

Voir fondements méthodologiques.

Fondements juridiques

Fondements juridiques des enquêtes servant à établir la balance des paiements et la position extérieure nette.

La loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale confèrent à cette dernière le droit de mener les enquêtes statistiques nécessaires à l'établissement de la balance des paiements et de la position extérieure nette. Selon l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et autres sociétés sont tenues de fournir des données si le montant de leurs transactions, par trimestre et par objet, dépasse 100 000 francs (1 million de francs dans les mouvements de capitaux), si leurs avoirs ou engagements financiers vis-à-vis de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si leurs investissements directs à l'étranger ou de l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête.

Fondements méthodologiques

Définition

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'une économie avec le reste du monde. Ces transactions portent sur les flux de marchandises, de services et de revenus, sur les transferts (voir ci-dessous), sur la création et l'extinction de créances et d'engagements financiers ainsi que sur les flux de capitaux d'investissement direct. Les fondements méthodologiques de la balance des paiements sont tirés d'un ouvrage du Fonds monétaire international, le Manuel de la balance des paiements (5^e édition).

Balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes récapitule les échanges de marchandises et de services avec l'étranger, les flux transfrontières de revenus de facteurs et les transferts courants entre la Suisse et l'étranger.

Transferts

Les transferts sont des écritures compensatoires passées pour toutes les transactions unilatérales, donc sans contrepartie (par exemple aide au développement), afin de respecter le système d'enregistrement en partie double qui est appliqué à la balance des paiements. On distingue les transferts courants, qui figurent dans la balance des transactions courantes, et les transferts en capital, qui constituent une catégorie à part. Les écritures compensatoires sont enregistrées avant tout dans les transferts courants pour les marchandises, services et revenus fournis sans contrepartie et dans les transferts en capital pour les prestations en capital sans contrepartie.

Mouvements de capitaux

La création et l'extinction de créances et d'engagements financiers transfrontières sont enregistrées dans les mouvements de capitaux. Ces flux portent, selon leur nature, sur des investissements directs (investissements à caractère de participation dans des entreprises), des investissements de portefeuille (investissements dans des papiers-valeurs, sans aucun caractère de participation), des produits dérivés et structurés, d'autres mouvements de capitaux (principalement les crédits des banques commerciales et des entreprises) et sur les réserves monétaires internationales.

Poste résiduel (erreurs et omissions)

Toutes les transactions sont théoriquement comptabilisées du côté «recettes» et du côté «dépenses», si bien que les deux totaux devraient être égaux. Dans la pratique toutefois, il est difficile d'appliquer pleinement ce principe. Le poste résiduel correspond à la différence entre, d'une part, le total des flux venant de l'étranger (recettes de la balance des transactions courantes, transferts en capital provenant de l'étranger et importations de capitaux) et, d'autre part, le total des flux vers l'étranger (dépenses de la balance des transactions courantes, transferts en capital vers l'étranger et exportations de capitaux). Une telle différence découle de lacunes et d'erreurs dans les relevés statistiques.

Toutes les composantes de la balance des paiements peuvent contribuer à la formation de cette différence. Un poste résiduel indique, s'il est positif (+), que des recettes et des importations de capitaux n'ont pas été recensées et, s'il est négatif (-), que des dépenses et des exportations de capitaux n'ont pas été prises en considération.

Relations entre les balances partielles

La balance suisse des paiements comprend trois balances partielles: les transactions courantes, les transferts en capital et les mouvements de capitaux. Ces trois balances sont reliées entre elles. En théorie (donc abstraction faite des erreurs statistiques constituant le poste résiduel), le solde des transactions cou-

rantes et des transferts en capital correspond au solde, avec un signe (positif ou négatif) inverse, des mouvements de capitaux. La somme des trois balances partielles est par conséquent égale à zéro.

La capacité ou le besoin de financement des CN correspond aussi à la variation, due aux transactions, de la position extérieure nette.

Balance des paiements	CN			
+ Marchandises	Contribution de l'extérieur au produit intérieur brut	Contribution de l'extérieur au revenu national brut	Solde des investissements intérieurs et de l'épargne intérieure	Capacité ou besoin de financement
+ Services				
= Solde des marchandises et services				
+ Revenus				
= Solde des marchandises, des services et des revenus				
+ Transferts courants				
= Solde de la balance des transactions courantes				
+ Transferts en capital				
= Solde de la balance des transactions courantes et solde des transferts en capital				
Solde des mouvements de capitaux, y compris les réserves monétaires				Capacité ou besoin de financement

Définition des groupes de branches¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastique	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries et construction	01: Agriculture, chasse et services annexes; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communications	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

Définition des pays et des régions dans la statistique des investissements directs¹

	Définition des pays
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Ecosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svålbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiwan	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Emirats arabes unis	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaïwain, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

UE	Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède; y compris Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
Reste de l'Europe	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers offshore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Sans la Principauté de Liechtenstein qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Cambodge, Géorgie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République populaire démocratique de Corée, Syrie, Tadjikistan, Territoires palestiniens occupés, Timor-Leste, Turkménistan et Yémen.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, El Salvador, Guyana, Haïti, Honduras, îles Falkland, Nicaragua, Paraguay, République Dominicaine, Suriname, ainsi que Trinité-et-Tobago.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Dominique, Grenade, îles Caïmans, îles Turks et Caicos, îles Vierges britanniques, îles Vierges des Etats-Unis, Jamaïque, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi que Sainte-Lucie.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Hélène, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Territoire britannique de l'océan Indien, Togo, Zambie, Zimbabwe.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, île Bouvet, île Christmas, îles Cocos (Keeling), îles Cook, îles Heard et McDonald, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles mineures éloignées des Etats-Unis, île Norfolk, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu ainsi que Wallis et Futuna.

¹ La définition des pays et des régions correspond à la géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2006 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues, qui peut être consultée, en format XLS, sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, Publications.

Tableaux

Page	Tableau
A2	1.1 Balance suisse des paiements, aperçu
A4	2.1 Marchandises
A5	3.1 Services
A7	4.1 Revenus du travail et de capitaux
A8	5.1 Transferts courants
A9	6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs
A10	6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays
A12	7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs
A13	7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays
A14	8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres
A15	8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie
A16	9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie
A17	10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches
A18	Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

Explication des signes

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
195	Les chiffres en caractères gras indiquent des données nouvelles ou révisées.

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en août, à l'occasion de la publication du rapport sur la balance des paiements. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en décembre lors de la parution du rapport sur l'évolution des investissements directs. Le rapport publié en août sur la balance des paiements contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Les révisions tiennent compte des données parvenues après coup et d'informations nouvelles qui proviennent de sources secondaires; de plus, des estimations provisoires sont alors affinées ou remplacées par des données définitives.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur la balance des paiements.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur la balance des paiements sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, *Publications, Balance suisse des paiements (rapport annuel)*. Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Balance suisse des paiements, aperçu¹

En milliards de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Balance des transactions courantes					
Balance des transactions courantes, solde	72.9	46.6	12.6	61.2	85.9
Marchandises, solde	5.1	9.4	15.1	16.7	13.5
Commerce spécial ² , solde	12.1	14.0	19.4	20.3	19.5
Recettes	177.5	197.5	206.3	180.5	193.5
Dépenses	- 165.4	- 183.6	- 186.9	- 160.2	- 174.0
Autres postes, solde	- 7.0	- 4.6	- 4.3	- 3.6	- 6.0
Services, solde	39.3	45.5	50.2	45.8	50.9
Tourisme, solde	2.0	2.5	3.8	3.5	4.0
Recettes	13.5	14.6	15.6	15.4	15.6
Dépenses	- 11.6	- 12.1	- 11.8	- 11.8	- 11.6
Services financiers des banques, solde	18.0	21.0	18.5	15.5	14.6
Recettes	19.6	23.2	20.8	17.6	16.4
Dépenses	- 1.6	- 2.1	- 2.3	- 2.1	- 1.8
Autres services, solde	19.4	22.0	27.9	26.8	32.2
Revenus du travail et de capitaux, solde	40.2	3.1	- 38.7	11.8	34.3
Revenus du travail, solde	- 11.2	- 12.5	- 13.2	- 13.7	- 14.6
Recettes	2.3	2.2	2.4	2.5	2.5
Dépenses	- 13.4	- 14.7	- 15.6	- 16.2	- 17.1
Revenus de capitaux, solde	51.3	15.6	- 25.4	25.5	48.9
Recettes	134.1	144.6	90.3	97.9	116.7
Investissements de portefeuille	30.8	37.1	35.6	28.9	30.0
Investissements directs	69.0	55.2	7.9	53.4	72.0
Autres placements	34.3	52.3	46.8	15.7	14.7
Dépenses	- 82.8	- 128.9	- 115.7	- 72.4	- 67.8
Investissements de portefeuille	- 16.9	- 20.5	- 21.4	- 15.9	- 17.9
Investissements directs	- 30.0	- 54.1	- 46.2	- 38.2	- 34.7
Autres placements	- 35.9	- 54.3	- 48.1	- 18.3	- 15.2
Transferts courants, solde	- 11.7	- 11.4	- 14.1	- 13.2	- 12.8
Transferts en capital					
Transferts en capital, solde	- 5.4	- 5.0	- 3.8	- 3.8	- 4.5
Mouvements de capitaux					
Mouvements de capitaux, solde	- 75.8	- 57.4	- 9.0	- 24.8	- 91.6
Investissements directs, solde	- 40.3	- 22.3	- 32.7	- 0.4	- 35.4
Investissements directs suisses à l'étranger	- 95.1	- 61.2	- 49.1	- 30.3	- 39.9
Capital social	- 62.7	- 46.5	- 48.6	- 10.0	- 2.2
Bénéfices réinvestis	- 26.4	- 6.3	25.9	- 27.7	- 31.6
Crédits	- 6.0	- 8.5	- 26.4	7.5	- 6.2
Investissements directs étrangers en Suisse	54.8	38.9	16.4	29.9	4.5
Capital social	35.4	12.5	- 0.9	19.7	- 7.3
Bénéfices réinvestis	16.2	36.1	- 1.4	24.5	8.4
Crédits	3.2	- 9.7	18.6	- 14.4	3.4
Investissements de portefeuille, solde	- 53.5	- 23.3	- 38.5	- 32.1	30.9
Investissements de portefeuille suisses à l'étranger	- 53.6	- 25.0	- 71.3	- 40.3	7.9
Titres de créance	- 36.1	- 18.7	- 67.4	- 38.4	14.1
Emprunts obligataires et notes	- 46.4	- 33.8	- 70.7	- 45.2	- 5.1
Papiers monétaires	10.3	15.1	3.3	6.8	19.2
Titres de participation	- 17.5	- 6.3	- 4.0	- 2.0	- 6.3
Investissements de portefeuille étrangers en Suisse	0.1	1.7	32.8	8.3	23.0
Titres de créance	- 0.6	1.1	6.0	- 2.2	30.2
Emprunts obligataires et notes	- 1.0	- 0.6	5.3	0.0	0.6
Papiers monétaires	0.3	1.7	0.6	- 2.3	29.7
Titres de participation	0.7	0.6	26.9	10.5	- 7.2

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5

Mouvements de capitaux (suite)

Produits dérivés et structurés, solde	- 3.7	- 12.8	7.4	2.5	1.3
Autres mouvements de capitaux, solde	22.1	5.0	59.0	51.9	49.4
Crédits des banques commerciales, solde	23.2	5.7	62.8	43.2	15.3
Crédits à l'étranger	- 33.4	- 290.9	362.8	53.8	44.2
Crédits à des banques	- 14.5	- 241.5	336.6	32.1	59.8
Autres crédits	- 18.8	- 49.4	26.1	21.7	- 15.6
Crédits de l'étranger	56.6	296.6	- 299.9	- 10.6	- 29.0
Crédits de banques	53.6	292.3	- 346.1	- 119.4	- 41.3
Autres crédits	3.0	4.3	46.2	108.7	12.3
Crédits des entreprises ³ , solde	15.6	6.6	- 12.3	- 5.2	- 4.7
Crédits à l'étranger	3.8	- 40.4	3.0	- 8.0	- 14.6
Crédits de l'étranger	11.9	47.0	- 15.3	2.8	9.9
Crédits des collectivités publiques, solde	0.5	3.1	5.4	0.0	0.1
Crédits de la Banque nationale, solde	0.7	0.0	- 35.1	17.9	30.6
Autres investissements, solde	- 18.0	- 10.3	38.2	- 4.0	8.1
Réserves monétaires, total	- 0.4	- 4.1	- 4.1	- 46.8	- 137.8

Erreurs et omissions nettes

Erreurs et omissions nettes, poste résiduel	8.3	15.9	0.2	- 32.6	10.3
--	------------	-------------	------------	---------------	-------------

¹ Le signe moins (-) signifie un excédent des importations sur les exportations dans les transactions courantes, et une exportation de capitaux dans tous les autres postes.

² Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour, qui étaient comptabilisés sous *Autres postes* jusqu'en 2001.

³ Les crédits au sein de groupes figurent sous *Investissements directs*.

2.1 Marchandises

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Commerce spécial ¹						
Recettes	177 475	197 533	206 330	180 534	193 480	7.2
Dépenses	165 410	183 578	186 884	160 187	173 991	8.6
Solde	12 065	13 955	19 447	20 347	19 489	.
dont						
Energie électrique						
Recettes	3 953	4 197	5 456	4 714	5 060	7.3
Dépenses	2 912	2 892	3 366	3 167	3 736	18.0
Solde	1 041	1 305	2 090	1 547	1 323	.
Autres marchandises ²						
Recettes	8 174	9 500	10 667	7 912	10 775	36.2
Dépenses	15 174	14 082	15 005	11 535	16 767	45.3
Solde	- 7 000	- 4 582	- 4 339	- 3 623	- 5 991	.
Total						
Recettes	185 649	207 033	216 997	188 446	204 255	8.4
Dépenses	180 584	197 660	201 889	171 722	190 757	11.1
Solde	5 065	9 373	15 108	16 724	13 498	.

¹ Sans les métaux précieux, pierres gemmes, objets d'art et antiquités, qui sont inclus dans *Autres marchandises*.
Depuis 2002, y compris l'énergie électrique, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour.

² Depuis 2002, le perfectionnement à façon et les marchandises en retour sont inclus dans *Commerce spécial*.

3.1 Services

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Tourisme, total						
Recettes	13 544	14 621	15 598	15 377	15 607	1.5
Dépenses	11 556	12 120	11 782	11 847	11 625	- 1.9
Solde	1 988	2 501	3 816	3 530	3 981	.
Voyages de vacances et d'affaires						
Recettes	8 910	9 866	10 584	10 134	10 218	0.8
Dépenses	9 006	9 647	9 362	9 455	9 037	- 4.4
Solde	- 95	219	1 222	679	1 181	.
Trafic journalier et de transit et autres services touristiques						
Recettes	3 019	3 081	3 261	3 510	3 520	0.3
Dépenses	2 528	2 449	2 396	2 367	2 563	8.3
Solde	491	632	865	1 143	957	.
Dépenses de consommation des travailleurs étrangers						
Recettes	1 615	1 674	1 753	1 733	1 870	7.9
Dépenses	22	24	24	25	25	2.9
Solde	1 593	1 650	1 728	1 708	1 844	.
Assurances privées						
Recettes	4 679	5 853	6 415	6 052	5 112	- 15.5
Dépenses	537	684	725	913	889	- 2.6
Solde	4 142	5 169	5 690	5 139	4 223	.
Commerce de transit						
Recettes	8 811	10 716	14 225	14 422	19 827	37.5
Transports, total						
Recettes	5 671	6 687	7 195	5 995	5 876	- 2.0
Dépenses	3 892	4 359	4 542	3 941	4 027	2.2
Solde	1 779	2 328	2 653	2 053	1 849	.
Personnes						
Recettes	2 558	3 046	3 364	2 736	2 983	9.1
Dépenses	2 440	2 620	2 630	2 090	2 243	7.3
Solde	118	427	734	645	741	.
Marchandises						
Recettes	1 036	1 179	1 214	961	1 040	8.2
Dépenses ¹	—	—	—	—	—	.
Solde	1 036	1 179	1 214	961	1 040	.
Autres services en matière de transports						
Recettes	2 077	2 462	2 617	2 298	1 853	- 19.4
Dépenses	1 452	1 740	1 912	1 851	1 785	- 3.6
Solde	625	722	706	447	68	.
Postes, messageries et télécommunications						
Recettes	1 380	1 281	1 329	1 443	1 487	3.1
Dépenses	1 005	959	1 053	1 133	1 096	- 3.3
Solde	375	322	276	310	391	.

3.1 Services (suite)

	2006	2007	2008	2009	2010	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Autres services, total						
Recettes	34 673	39 851	38 823	39 371	39 014	- 0.9
Dépenses	12 430	15 420	15 280	19 011	18 422	- 3.1
Solde	22 243	24 430	23 542	20 361	20 592	.
Services financiers des banques						
Recettes	19 582	23 156	20 808	17 558	16 444	- 6.3
Dépenses	1 605	2 143	2 304	2 056	1 795	- 12.7
Solde	17 977	21 014	18 504	15 502	14 650	.
Services à contenu technologique						
Recettes	10 383	11 583	12 818	16 698	17 564	5.2
Dépenses	9 495	11 911	11 547	16 056	15 828	- 1.4
Solde	889	- 328	1 271	642	1 736	.
dont						
Licences et brevets						
Recettes	10 024	11 184	12 334	16 164	17 109	5.8
Dépenses	9 251	11 640	11 250	15 714	15 550	- 1.0
Solde	773	- 457	1 084	450	1 560	.
Divers services						
Recettes	4 707	5 112	5 197	5 115	5 006	- 2.1
Dépenses	1 330	1 367	1 430	899	800	- 11.0
Solde	3 377	3 745	3 767	4 216	4 206	.
Total						
Recettes	68 758	79 008	83 583	82 659	86 923	5.2
Dépenses	29 420	33 542	33 382	36 845	36 060	- 2.1
Solde	39 338	45 466	50 202	45 814	50 864	.

¹ Les dépenses pour le transport de marchandises sont le plus souvent incluses dans les importations de marchandises.

4.1 Revenus du travail et de capitaux

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Revenus du travail						
Recettes	2 250	2 154	2 394	2 511	2 493	- 0.7
Dépenses	13 412	14 685	15 632	16 182	17 118	5.8
Solde	- 11 162	- 12 532	- 13 237	- 13 671	- 14 624	.
Revenus de capitaux, total						
Recettes	134 129	144 580	90 292	97 894	116 748	19.3
Dépenses	82 792	128 931	115 707	72 396	67 813	- 6.3
Solde	51 338	15 649	- 25 415	25 498	48 936	.
Investissements de portefeuille						
Recettes	30 820	37 074	35 557	28 865	30 036	4.1
Dépenses	16 901	20 538	21 433	15 891	17 924	12.8
Solde	13 919	16 536	14 124	12 974	12 112	.
Investissements directs						
Recettes	68 983	55 221	7 901	53 371	72 034	35.0
Dépenses	29 969	54 064	46 169	38 239	34 731	- 9.2
Solde	39 015	1 158	- 38 268	15 133	37 303	.
Autres placements						
Recettes	34 326	52 284	46 834	15 658	14 678	- 6.3
Dépenses	35 922	54 329	48 105	18 267	15 157	- 17.0
Solde	- 1 597	- 2 045	- 1 271	- 2 609	- 480	.
dont						
Opérations d'intérêts des banques, après prise en compte des SIFIM¹						
Recettes	30 495	47 501	35 002	8 126	5 078	- 37.5
Dépenses	31 149	48 637	36 961	9 066	5 932	- 34.6
Solde	- 654	- 1 136	- 1 959	- 940	- 854	.
Pour mémoire: opérations d'intérêts des banques, avant prise en compte des SIFIM¹						
Recettes	32 766	49 981	37 548	9 945	6 568	- 34.0
Dépenses	29 503	47 072	35 378	6 293	3 248	- 48.4
Solde	3 263	2 909	2 170	3 651	3 320	.
Total						
Recettes	136 380	146 733	92 686	100 405	119 242	18.8
Dépenses	96 204	143 616	131 339	88 578	84 930	- 4.1
Solde	40 175	3 117	- 38 653	11 827	34 312	.

¹ Services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM: il s'agit de services financiers que les banques fournissent contre une rémunération indirecte comprise dans les intérêts. Les SIFIM figurent avec les commissions bancaires dans les services financiers des banques.

5.1 Transferts courants

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010	Variation en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Transferts du secteur privé, total						
Recettes	18 214	23 250	25 848	23 655	20 116	- 15.0
Dépenses	26 504	31 260	36 569	33 501	29 413	- 12.2
dont						
Transferts d'immigrés	4 639	4 953	5 075	5 351	5 367	0.3
Solde	- 8 291	- 8 010	- 10 721	- 9 846	- 9 298	.
Transferts du secteur public, total						
Recettes	3 999	4 308	4 616	5 064	5 316	5.0
Dépenses	7 372	7 675	7 976	8 387	8 780	4.7
Solde	- 3 373	- 3 368	- 3 360	- 3 323	- 3 464	.
Assurances sociales						
Recettes	1 505	1 606	1 670	1 990	2 256	13.4
Dépenses	4 694	4 994	5 066	5 416	5 618	3.7
Solde	- 3 190	- 3 387	- 3 396	- 3 427	- 3 363	.
Etat						
Recettes	2 495	2 701	2 946	3 074	3 060	- 0.4
Dépenses	2 678	2 682	2 910	2 970	3 161	6.4
Solde	- 183	19	37	104	- 101	.
Total						
Recettes	22 213	27 558	30 464	28 719	25 432	- 11.4
Dépenses	33 877	38 936	44 544	41 887	38 193	- 8.8
Solde	- 11 663	- 11 378	- 14 080	- 13 169	- 12 761	.

6.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Industrie	55 798	27 184	28 320	10 436	2 912
Textile et habillement ^{5,6}	2 485	4 656	38	- 3 145	80
Chimie et plastique	23 253	9 795	6 022	1 574	- 10 111
Métallurgie et machines	9 889	5 079	4 186	374	- 6
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 402	677	9 053	6 384	6 874
Autres industries et construction ⁷	16 769	6 977	9 022	5 250	6 074
Services	39 273	34 059	20 780	19 831	36 985
Commerce	- 2 232	- 381	6 445	11 620	5 343
Sociétés financières et holdings	9 020	12 779	20 701	- 5 599	11 470
dont					
en mains suisses ⁸	3 649	1 659	14 912	- 6 797	170
en mains étrangères ⁹	5 371	11 120	5 789	1 199	11 300
Banques	21 907	12 187	1 095	3 310	4 535
Assurances	8 942	- 3 444	- 7 994	6 374	13 306
Transports et communications ¹⁰	1 197	7 531	955	85	597
Autres services ¹¹	440	5 387	- 423	4 041	1 735
Total	95 071	61 242	49 100	30 267	39 897
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁹	89 700	50 122	43 312	29 068	28 596

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁶ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁷ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁸ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse ou celles dont le capital constitue en majorité du flottant.

⁹ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

6.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Europe	38 397	44 621	26 728	4 956	- 2 045
UE ⁵	36 248	36 866	16 199	9 671	- 9 163
Reste de l'Europe ⁶	2 149	7 755	10 530	- 4 715	7 118
Pays sélectionnés					
Etats baltes ⁷	75	62	- 7	42	- 21
Belgique	138	1 269	292	- 1 588	1 249
Bulgarie	57	89	- 9	- 146	7
Danemark	570	336	- 842	3	21
Allemagne	8 855	4 314	5 392	4 471	463
Finlande	406	407	664	476	114
France ⁸	1 705	6 185	3 083	- 92	224
Grèce	536	938	672	- 785	- 478
Irlande	9 331	- 5 563	- 3 782	49	2 418
Italie	1 736	8 270	919	- 681	- 389
Croatie	71	194	178	37	- 53
Luxembourg	7 603	11 283	14 718	- 4 998	- 9 195
Pays-Bas	- 6 189	- 574	4 641	6 040	- 3 383
Norvège	204	- 15	303	168	121
Autriche	1 730	671	- 2 763	685	- 50
Pologne	481	684	329	289	- 433
Portugal	1 853	- 948	- 44	- 165	38
Roumanie	320	295	468	- 126	- 27
Fédération de Russie	1 381	1 089	456	- 740	889
Suède	- 493	104	2 182	725	1 369
Slovaquie	88	85	23	45	- 46
Espagne	971	- 2 288	- 313	1 224	159
République tchèque	- 251	689	124	210	122
Turquie	49	456	474	37	19
Ukraine	683	255	465	348	159
Hongrie	284	- 853	189	- 262	- 152
Royaume-Uni ⁹	6 784	7 490	- 11 679	5 794	1 950
Centres financiers offshore ¹⁰	- 765	5 433	8 529	- 4 304	5 844
Amérique du Nord	23 008	1 529	26 352	8 460	19 129
Canada	1 907	2 460	- 2 692	3 305	- 1 674
Etats-Unis	21 102	- 931	29 044	5 155	20 804
Amérique centrale et du Sud	21 346	8 549	- 10 574	6 280	15 245
dont					
Argentine	10	221	192	507	- 25
Bolivie	0	44	0	36	- 43
Brésil	3 784	3 423	778	157	8 543
Chili	152	- 108	437	174	201
Costa Rica	646	752	124	33	- 407
Equateur	- 38	47	- 64	19	- 32
Guatemala	14	7	- 27	18	76
Colombie	- 99	65	53	220	215
Mexique	757	418	398	- 560	3 317
Pérou	- 26	- 173	358	347	0
Uruguay	746	78	323	- 177	188
Venezuela	181	- 99	315	399	143
Centres financiers offshore ¹¹	15 683	2 956	- 13 493	4 526	2 340

2006	2007	2008	2009	2010
1	2	3	4	5

Asie	10 318	3 994	- 232	8 192	6 683
dont					
Bangladesh	13	- 13	65	10	- 4
Chine	920	776	1 401	1 195	1 495
Hong Kong	1 154	278	63	833	193
Inde	370	630	1 207	879	1 872
Indonésie	25	156	643	317	725
Israël	154	40	358	184	402
Japon	644	2 420	1 371	1 948	195
Corée (Sud)	498	794	839	629	260
Malaisie	109	101	95	82	109
Pakistan	296	279	42	329	14
Philippines	584	- 128	11	79	222
Arabie saoudite	69	15	479	124	- 100
Singapour	4 442	- 1 528	- 16 376	1 472	1 347
Sri Lanka	6	14	12	2	25
Taiwan	116	67	111	121	46
Thaïlande	509	460	5	63	262
Emirats arabes unis	178	- 214	7 967	- 811	- 1 770
Vietnam	48	14	158	8	28
Afrique	810	1 591	3 797	2 626	1 718
dont					
Egypte	161	141	171	1 759	119
Côte d'Ivoire	77	79	3	114	118
Kenya	20	18	5	- 9	10
Maroc	34	45	63	107	66
Nigéria	19	22	59	62	83
Afrique du Sud	431	978	3 739	- 245	49
Tunisie	- 5	0	7	28	10
Océanie	1 192	958	3 030	- 247	- 833
dont					
Australie	1 126	819	2 870	- 127	- 771
Nouvelle-Zélande	38	114	178	- 9	- 64
Ensemble des pays	95 071	61 242	49 100	30 267	39 897

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁶ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁷ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹¹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

7.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Industrie	28 257	14 075	2 444	9 299	- 505
Chimie et plastique	19 308	3 404	944	2 883	1 297
Métallurgie et machines	7 668	6 375	1 041	754	- 1 676
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 480	3 636	- 705	4 038	118
Autres industries et construction	- 198	660	1 165	1 624	- 244
Services	26 558	24 859	13 958	20 552	5 032
Commerce	1 410	2 403	- 5 319	3 051	3 710
Sociétés financières et holdings	14 668	9 423	14 723	15 715	- 494
Banques ⁴	1 553	3 417	2 518	2 287	303
Assurances	13 370	1 615	1 267	1 288	1 497
Transports et communications ⁵	- 3 953	6 498	- 187	- 520	380
Autres services ⁶	- 490	1 503	957	- 1 269	- 364
Total	54 815	38 934	16 403	29 851	4 528

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

7.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Europe	45 553	42 970	- 9 604	78 456	- 6 053
UE ⁴	45 485	44 082	- 8 442	77 493	- 5 929
Reste de l'Europe ⁵	68	- 1 112	- 1 162	963	- 124
Pays sélectionnés					
Belgique	69	1 057	- 2 289	- 3 412	2 440
Danemark	933	460	511	- 611	- 5 053
Allemagne	15 299	2 310	180	1 313	- 704
France ⁶	13 895	1 919	- 2 925	3 796	2 249
Italie	428	778	1 191	- 144	- 907
Luxembourg	3 414	833	4 011	23 349	- 380
Pays-Bas	10 274	21 331	- 16 077	34 147	- 7 046
Autriche	2 534	13 031	7 465	6 727	1 771
Suède	73	1 273	666	1 518	- 106
Espagne	68	- 263	74	- 765	164
Royaume-Uni ⁷	- 1 896	- 460	- 3 947	6 515	- 569
Amérique du Nord	8 953	4 825	21 094	- 37 037	- 22
Canada	5 372	1 055	- 661	- 125	45
Etats-Unis	3 581	3 770	21 755	- 36 912	- 67
Amérique centrale et du Sud	162	- 8 816	5 143	- 11 058	10 177
dont					
Centres financiers offshore ⁸	113	- 180	5 134	- 7 221	- 4 009
Asie, Afrique et Océanie	147	- 45	- 231	- 510	425
dont					
Israël	54	45	34	21	36
Japon	- 90	- 44	- 498	87	21
Ensemble des pays	54 815	38 934	16 403	29 851	4 528

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁸ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

8.1 Investissements de portefeuille – Répartition selon le genre de titres¹

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses					
à l'étranger	- 53 610	- 25 008	- 71 345	- 40 340	7 850
Titres de créance	- 36 073	- 18 715	- 67 369	- 38 384	14 128
Emprunts obligataires et <i>notes</i>	- 46 377	- 33 804	- 70 692	- 45 220	- 5 092
Papiers monétaires	10 304	15 089	3 324	6 836	19 221
Titres de participation	- 17 537	- 6 293	- 3 976	- 1 956	- 6 278
Actions	5 411	7 279	- 19 323	- 8 636	- 5 083
Placements collectifs	- 22 948	- 13 572	15 347	6 680	- 1 195
Investissements de portefeuille étrangers					
en Suisse	72	1 700	32 832	8 275	23 015
Titres de créance	- 618	1 116	5 958	- 2 231	30 205
Emprunts obligataires et <i>notes</i>	- 953	- 612	5 347	44	552
Collectivités publiques	- 1 583	- 466	2 334	- 2 471	107
Autres	631	- 146	3 013	2 515	445
Papiers monétaires	334	1 729	611	- 2 275	29 653
Titres de participation	690	584	26 874	10 506	- 7 190
Actions	- 5 549	- 9 040	12 413	8 873	- 7 595
Placements collectifs	6 239	9 624	14 461	1 633	405
Solde	- 53 538	- 23 308	- 38 513	- 32 066	30 865

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

8.2 Investissements de portefeuille – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Investissements de portefeuille suisses					
à l'étranger	- 53 610	- 25 008	- 71 345	- 40 340	7 850
Titres de créance	- 36 073	- 18 715	- 67 369	- 38 384	14 128
CHF	- 12 649	- 5 912	- 11 428	- 27 270	- 3 322
EUR	- 18 363	- 9 401	- 33 598	- 8 758	20 727
USD	- 1 046	767	- 18 469	- 3 163	9 637
Autres	- 4 015	- 4 168	- 3 866	799	- 12 911
Titres de participation	- 17 537	- 6 293	- 3 976	- 1 956	- 6 278
CHF	- 6 655	- 2 416	5 393	5 691	31
EUR	- 1 147	- 1 518	3 952	- 6 524	706
USD	- 10 060	- 2 855	- 6 091	559	- 3 282
Autres	325	495	- 7 226	- 1 687	- 3 722
Investissements de portefeuille étrangers					
en Suisse	72	1 700	32 832	8 275	23 015
Titres de créance	- 618	1 116	5 958	- 2 231	30 205
CHF	- 688	529	4 101	- 3 645	30 833
EUR	- 50	452	1 548	158	1 614
USD	82	89	2 452	- 30	- 2 150
Autres	37	46	- 2 143	1 278	- 94
Titres de participation	690	584	26 874	10 506	- 7 190
CHF	- 7 254	- 9 882	14 132	6 153	- 7 772
EUR	2 409	2 602	7 563	192	- 2 408
USD	5 627	8 182	4 742	3 538	2 286
Autres	- 93	- 319	437	620	706
Solde	- 53 538	- 23 308	- 38 513	- 32 066	30 865

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

9.1 Crédits des banques commerciales – Répartition selon la monnaie¹

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	- 33 352	- 290 896	362 780	53 826	44 249
CHF	- 2 429	- 13 757	17 683	7 169	2 679
USD	- 31 920	44 260	116 832	- 4 555	19 377
EUR	13 200	- 36 493	28 541	- 18 139	29 177
Autres monnaies	- 10 450	- 285 928	191 353	70 796	- 7 353
Toutes les monnaies	- 31 599	- 291 918	354 408	55 272	43 881
Métaux précieux	- 1 753	1 022	8 371	- 1 446	368
Crédits de l'étranger	56 566	296 587	- 299 949	- 10 645	- 28 977
CHF	1 150	7 331	- 5 679	2 834	4 382
USD	- 11 607	117 390	- 134 639	- 2 202	- 16 322
EUR	45 198	- 38 037	3 195	6 355	- 13 382
Autres monnaies	17 494	210 655	- 154 984	- 18 821	- 4 538
Toutes les monnaies	52 235	297 338	- 292 106	- 11 834	- 29 860
Métaux précieux	4 330	- 751	- 7 843	1 190	883
Solde	23 213	5 691	62 831	43 181	15 272
CHF	- 1 279	- 6 426	12 004	10 003	7 061
USD	- 43 527	161 650	- 17 807	- 6 757	3 056
EUR	58 398	- 74 530	31 737	- 11 783	15 795
Autres monnaies	7 044	- 75 273	36 369	51 975	- 11 891
Toutes les monnaies	20 636	5 420	62 302	43 438	14 021
Métaux précieux	2 578	271	529	- 256	1 251

¹ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

10.1 Crédits des entreprises – Répartition par branches^{1, 2, 3}

En millions de francs

	2006	2007	2008	2009	2010
	1	2	3	4	5
Crédits à l'étranger	3 767	- 40 403	3 010	- 7 953	- 14 576
Industrie	166	- 1 669	- 1 611	2 486	- 818
Chimie et plastique	- 537	- 982	- 255	954	- 356
Métallurgie et machines	237	- 36	190	412	- 97
Electronique, énergie, optique et horlogerie	405	- 645	- 1 580	1 484	- 769
Autres industries et construction	61	- 6	34	- 365	404
Services	3 602	- 38 734	4 621	- 10 439	- 13 758
Commerce	- 1 273	- 10 254	3 211	- 6 137	- 3 095
Sociétés financières et holdings	773	- 24 710	- 4 635	- 1 437	- 10 269
Assurances	3 996	- 3 331	4 741	- 3 457	- 388
Transports et communications	- 107	- 228	- 134	475	- 353
Autres services	213	- 212	1 438	118	347
Crédits de l'étranger	11 871	46 970	- 15 303	2 795	9 861
Industrie	- 51	2 316	4 281	- 3 892	- 7 446
Chimie et plastique	714	- 1 196	65	- 1 557	1 307
Métallurgie et machines	286	1 962	1 342	- 109	- 1 064
Electronique, énergie, optique et horlogerie	- 983	609	1 588	- 1 172	- 253
Autres industries et construction	- 68	940	1 286	- 1 055	- 7 435
Services	11 921	44 653	- 19 583	6 688	17 307
Commerce	176	17 503	- 8 622	7 568	6 801
Sociétés financières et holdings	11 414	14 103	6 456	1 876	7 126
Assurances	- 490	8 135	- 16 197	1 923	5 011
Transports et communications	12	2 944	- 1 222	- 4 530	- 1 605
Autres services	809	1 969	2	- 150	- 25
Solde	15 638	6 566	- 12 293	- 5 158	- 4 714
Industrie	115	647	2 669	- 1 407	- 8 263
Services	15 523	5 919	- 14 962	- 3 751	3 549

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Sans les crédits au sein de groupes, qui entrent dans les investissements directs.

³ Le signe moins (-) signifie une exportation de capitaux.

Autres publications de la BNS contenant des données sur la balance des paiements

La BNS publie des données sur la balance des paiements dans deux autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)

Ces estimations paraissent trois mois après la fin de chaque trimestre.

Bulletin mensuel de statistiques économiques

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur la balance des paiements.

Renseignements

bop@snb.ch